



CTB NIGER

REPUBLIQUE DU NIGER



Fraternité, Travail, Progrès

RAPPORT FINAL

PAAPSSP

*PROGRAMME D'APPUI À L'AMÉNAGEMENT PASTORAL ET À LA
SÉCURISATION DES SYSTÈMES PASTORAUX*

NER 08 026 11



Version Finale
Du 10-12-2015

Sommaire

1 ELEMENTS INTRODUCTIFS.....	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION	5
1.2 CARTE DES 3 REGIONS D'INTERVENTION	5
1.3 APPRECIATIONS GENERALES	6
1.4 RESUME EXECUTIF	7
2 RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES	9
2.1 APPRECIATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION	9
2.1.1 Contexte	9
2.1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention	10
2.2 MATRICE DE MONITORING	11
2.3 ANALYSE DES RESULTATS	14
2.3.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?	14
2.3.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez	14
2.3.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez	15
2.3.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?	16
2.3.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?	16
2.3.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs	17
2.3.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention	17
2.3.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?	18
2.4 DURABILITE	19
2.4.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	19
2.4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	19
2.4.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	20
2.4.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?	21
2.5 APPRENTISSAGE	22
2.5.1 Enseignement sur les modalités de mise en œuvre	22
2.5.2 Enseignements sur les choix stratégiques	23
2.5.3 Enseignements sur les choix opérationnels	25
2.6 RECOMMANDATIONS	27
3 SYNTHESE DU MONITORING (OPERATIONNEL).....	29
3.1 SUIVI DES DECISIONS PRISES PAR LA SMCL	29
3.2 DEPENSES	30
3.3 TAUX ET RYTHME DE DECAISSEMENT	34
3.4 PERSONNEL DE L'INTERVENTION	35
3.5 MARCHES PUBLICS CF FICHER EXCEL 15-1207 SUIVI DES DECOMPTES ET PAIEMENTS	37

3.6 ACCORDS D'EXECUTION ET FINANCEMENT	41
3.7 ÉQUIPEMENTS	43
3.8 CADRE LOGIQUE ORIGINAL TIRE DU DTF :	55
3.9 MATRICE DE MONITORING COMPLETE : EXTRAIT DU DERNIER MONOP Q4-2015	61
3.10 CARTES DES AMENAGEMENTS FINANCES PAR LE PAAPSSP	63
3.10.1 Carte pour la région de DOSSO	63
3.10.2 Carte pour la région de TAHOUA	64
3.10.3 Carte pour la région de MARADI	65
3.10.4 Carte de synthèse des infrastructures pour les 3 régions	66
3.11 OUTILS ET PRODUITS	67
3.11.1 Visualisation à partir d'image prise par un DRONE des sites des stations de pompage	68
3.11.2 Exemple de schéma d'aménagement pastoral ; expression des besoins	71
3.12.1 Note de capitalisation ; Pérenniser les aménagements pastoraux ; l'importance des accords sociaux	72
3.12.2 Note de capitalisation ; Durabilité des ouvrages hydrauliques ; les marchés publics en question	73
3.12.3 Note de capitalisation ; Protéger et valoriser les ressources fourragères ; amélioration des revenus par l'ouverture des bandes pare-feux	74

Liste des acronymes

3N	Les Nigériens Nourrissent les Nigériens
AE	Accord d'Exécution
AF	Accord de Financement
AREN	Association pour le Redynamisation de l'Elevage au Niger
CESAO	Centre d'Etude Sociale en Afrique de l'Ouest
CCD	Cadre de Concertation Départemental
COFOB	Commission foncière de Base
COFOCOM	Commission foncière communale
COFODEP	Commission foncière Départementale
COT	Chargé des Opérations Terrain
CLS	Comité Locaux de Suivi
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DDEI	Direction Départementale de l'Elevage
DREI	Direction Régionale de l'Elevage
DTF	Document Technique et Financier
DGPIA	Direction Générale des Productions et Industries Animales
DSA	Direction de la Santé Animale
DGSV	Direction Générale des Services Vétérinaires
FNEN-Daddo	Fédération national des éleveurs du Niger-Daddo
GAR	Gestion Axés sur Résultats
NA	Non Applicable
MEL	Ministère d'élevage
MP	Marché public
MTR	Evaluation à mi-parcours (Mid-Term Review)
OPel	Organisation Professionnelle d'éleveurs
PAC	Programme d'Actions Communautaires
PAD	Plan d'Aménagement Départemental
PAMED II	Programme d'Appui a la Mise en Place des Entités Décentralisées II
PAR	Plan d'Action Régional (SDR)
PAP	Plan d'aménagement Pastoral
PAPAT	Projet d'appui à la production pastorale dans la région de Tahoua
PROZOPAS	Projet Zone pastorale
PASEL	Projet d'appui au secteur de l'élevage
PASEP	Projet d'Appui à la Sécurisation de l'Économie Pastorale
PIP	Programme d'Investissement Prioritaire
POF	Planification Opérationnelle et Financière
PO	Programme Opérationnel
PS	Programme Stratégique
PHVP II	Programme Hydraulique Villageoise et Pastorale 2
RAF	Responsable Administratif et Financier
RECA	Réseau des Chambres d'Agricultures
SAP	Schéma d'Aménagement Pastoral
SDR	Stratégie de Développement Rural
SPR/ CR	Secrétariat Permanant Régional du Code Rural
SPO	Sous Programme Opérationnel
STD	Service Technique Déconcentré
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
VDN	Viande Déshydraté du Niger

1 Éléments introductifs

1.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PAAPSSP)
Code de l'intervention	NER 08 026 11
Localisation	Dosso, Tahoua, Maradi
Budget total	13 514 282 € dont 11 000 000 € Financement Royaume de Belgique et 2 514 282 € Contrepartie du Niger qui ne fait pas l'objet de suivi par le FIT
Institution partenaire	Ministère de l'élevage
Début Convention spécifique	10/12/2009
Date de démarrage de l'intervention & 1^{er} Comité de pilotage	18/08/2010
Fin d'exécution	31/12/2015
Fin Convention spécifique	09/07/2016
Groupes cibles	Les éleveurs et agro-pasteurs
Impact	La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale.
Outcome	Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua
Outputs	Output1 : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 - I3N dans les trois régions concernées
	Output2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé
	Output3 : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées

1.2 Carte des 3 régions d'intervention

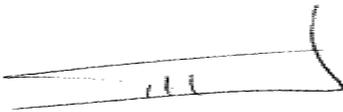


1.3 Appréciations générales

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :	Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :
<p>Le PAAPSSP est une réponse à un besoin de l'état du Niger. Prévu pour être mis en œuvre dans une approche Programme dans le cadre du Programme 12 de la SDR, il a bénéficié de la souplesse et de la capacité d'adoption des décideurs tant nigériens que Belges qui ont permis son exécution malgré les changements du contexte et les difficultés de mise en œuvre.</p> <p>La démarche participative inclusive partant de la demande des bénéficiaires finaux et intégrant tous les acteurs dans l'exécution des actions a constitué une approche novatrice dont les bénéficiaires se sont appropriés</p> <p>Si les résultats sur l'économie pastorale ne sont pas perceptibles pour l'instant, le PAAPSSP a fourni aux pasteurs et à leurs troupeaux 71 points d'eau et aménagé et sécurisé des espaces nécessaires à leur épanouissement dans trois régions du Niger.</p> <p>L'évaluation finale a démontré la pertinence des actions mis en œuvre en termes de cohérence avec la stratégie nationale de développement du sous-secteur de l'élevage et du domaine prioritaire d'intervention du bailleur mais aussi a confirmé la justesse et l'actualité des actions entreprises.</p> <p>Ceci démontre que ces types d'actions restent encore à faire dans les régions d'interventions et encore plus dans d'autres, non encore touchées, d'où la nécessité de poursuivre cette œuvre salvatrice entamée depuis plus d'une décennie par le royaume de Belgique.</p> <p>Les actions futures devront renforcer les expériences passées, en s'inspirant des leçons pour mieux les réaliser mais aussi accompagner d'autres innovations permettant une amélioration des conditions de vies des pasteurs.</p>	<p>En 2009 le PAAPSSP constituait une approche novatrice pour la CTB qui passait de projets très spécifiques (Azawak et chèvres rousses) à une approche beaucoup plus intégrée et ambitieuse, d'un point de vu volume financier.</p> <p>Après 5 ans de mise en œuvre, les résultats atteints confirment la pertinence du choix. Les nombreuses leçons tirées faciliteront la préparation des futures interventions dans le secteur de l'élevage au Niger, qui devrait rester un axe fort des interventions belges.</p> <p>En effet l'élevage en général et le pastoralisme en particulier concernent la majorité des populations rurales, dont les plus vulnérables.</p> <p>Au vu de la complexité et des spécificités des modalités d'intervention à mettre en œuvre dans ce secteur du développement rural, la coopération Belge au Niger possède une valeur ajoutée certaine pour accompagner l'évolution des systèmes de production en lien avec les dynamiques rurales en cours.</p> <p>De part ses interventions institutionnelles, opérationnelles, universitaires mais aussi à travers les ONG, la coopération Belge en partenariat avec l'Etat nigérien, constitue une force de proposition progressivement reprise par d'autres PTF (banque mondiale, UE, etc.) pour accompagner ce secteur.</p> <p>Que ce soit les changements climatiques mais aussi de systèmes de productions et de consommations, l'élevage au Niger devrait rester un axe fort d'intervention en vue d'améliorer durablement les modes de vie des populations rurales.</p>
Notez votre appréciation générale de l'intervention ¹ :	Notez votre appréciation générale de l'intervention ² :

¹ Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

² Très satisfaisant - Satisfaisant - Insatisfaisant, en dépit de certains éléments positifs - Insatisfaisant

<p>Le PAAPSSP a été mis en œuvre de manière efficace notamment en termes de mobilisation des ressources financières, humaines et du niveau de réalisation des résultats. L'intervention a porté essentiellement sur des besoins exprimés par les communautés ('aménagement, santé animale et sécurisation des espaces pastoraux)</p> <p>Les résultats sont visibles à la satisfaction du ministère de l'élevage, des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires</p>	<p>Les résultats sont satisfaisants.</p> <p>Basés sur un bon travail de formulation, couplé à des modalités de mises en œuvre, relativement souples, il a été possible de tester certaines innovations tout en recentrant les efforts sur les résultats prioritaires à atteindre dans les délais impartis.</p> <p>A la clôture du PAAPSSP, le point d'inquiétude principal reste la perte de dynamique de mise en œuvre liée à la rupture qui va s'opérer entre les deux phases d'une même intervention.</p>
<p>Fonctionnaire exécution nationale³</p> <p>Responsable national</p>	<p>Fonctionnaire exécution CTB⁴</p> <p>Coresponsable</p>
<p>YACOUBA Djibir</p> 	<p>CHABBERT Jacques</p> 

1.4 Résumé exécutif

Les enjeux actuels et futurs du secteur de l'élevage au Niger se caractérisent notamment par la pression croissante sur les espaces et ressources naturelles, qui entraîne des tensions/conflits entre les différents usagers mais aussi modifie les systèmes de production à travers la monétarisation croissante de l'accès aux ressources naturelles (eau et pâturage).

Au Niger, pays sahélien par excellence, l'élevage transhumant constitue un système d'exploitation très adapté et performant pour mettre en valeur la diversité des espaces agro-écologiques. Ce système transhumant, est complété par le système d'élevage sédentaire qui tous deux se déclinent sous différentes formes ; plus ou moins mobile, plus ou moins orienté vers le marché, plus ou moins inter lié à d'autres activités économique, etc. Dans les deux cas il existe, au sein de ces différents systèmes une diversité d'éleveurs dont certains font de l'élevage leur activité principale et pour lesquels le troupeau constitue la base du système de production quand d'autres font de l'élevage une activité opportuniste d'épargne.

Le PAAPSSP vise l'amélioration des conditions de vie des éleveurs/pasteurs, dont le système économique et social repose principalement sur les activités d'élevage et pour lesquels la facilitation de l'accès à l'eau et au pâturage, constitue une préoccupation majeure. Cependant l'amélioration de ces systèmes de production ne peut se faire isolément des autres systèmes d'élevage (sédentaire, urbain, ranching, etc.) avec lesquels ils entretiennent des liens étroits voir concurrentiels notamment pour l'accès aux ressources naturelles (eau et pâturage).

Pour répondre à ces préoccupations d'accès aux ressources le PAAPSSP a élaboré et mis en œuvre une stratégie d'intervention, basée sur la réalisation d'aménagements pastoraux identifiés et priorités par les acteurs locaux. Au vu des tensions foncières existantes et pour éviter les conflits fonciers, le PAAPSSP a investi dans un processus « d'ingénierie sociale », qui a permis de poser les consensus « inter acteurs » nécessaires et préalables à la réalisation physique des aménagements.

³ Nom et signature

⁴ Nom et signature

Les 3 premières années du PAAPSSP (2011-2013), ont été consacrées à l'établissement et à la signature d'accords sociaux, sur la base desquels, les marchés de travaux exécutés de 2014 à 2015, ont permis de livrer 71 ouvrages hydrauliques et 2018 Kml de couloirs et aires balisés afin de faciliter le mouvement des animaux aux périodes clés des saisons de culture.

Les principales leçons à retenir du PAAPSSP sont :

- Au vu des pressions croissantes sur les espaces et ressources naturelles et des risques de conflits qui leur sont liées il est nécessaire que les acteurs publics (Etat et collectivités territoriales) accompagnés par leurs partenaires techniques et financiers investissent durablement et significativement dans **les politiques et outils d'aménagement des espaces ruraux** afin d'asseoir une dynamique de cohabitation et de complémentarité entre les différentes activités rurales.
- Ces investissements doivent être conçus dans la durée, car ils nécessitent **d'accompagner des changements de pratiques** toujours longs et compliqués à mettre en œuvre. Ces changements de pratiques doivent cependant répondre aux attentes des différents acteurs, notamment en leur permettant d'identifier et de mettre en œuvre des alternatives aux pratiques actuelles.
- Au Niger, caractérisé par une très forte croissance démographique, l'offre des produits de l'élevage (viande et lait) reste très en deçà des besoins pour atteindre la souveraineté alimentaire. La facilitation et la sécurisation de **l'accès aux ressources pastorales**, constitue alors **l'axe principal** à poursuivre pour améliorer les conditions de vie des éleveurs. En effet les problèmes de commercialisation des produits de l'élevage sont secondaires par rapport aux difficultés croissantes rencontrées par les éleveurs pour alimenter leurs troupeaux, en période de soudure et lors des fréquentes crises pastorales.
- Afin de renforcer les interventions structurantes que sont les aménagements pastoraux, le PAAPSSP est intervenu de façon transversale et complémentaire dans le dispositif institutionnel du secteur, mais aussi dans la délivrance des services notamment de santé animale. Ces **interventions « complémentaires » sont indispensables** afin d'accompagner les changements de systèmes dans leur globalité.
- Dans le cadre d'une prochaine formulation, il semble nécessaire de **mieux prioriser**, en fonction des moyens (temps et financier), les éléments de changement à accompagner. En effet les besoins sont importants et divers ; accès et valorisation des ressources naturelles, délivrances de services aux pasteurs en activités (système d'alerte pour les crises pastorales, santé animale, santé humaine, scolarisation, plaidoyer, etc.) mais aussi à ceux qui ne peuvent rester dans les systèmes de production, etc. mais nécessite pour chacun d'eux la mise en place de modalités spécifiques.

La suite du rapport de clôture présente et détaille l'ensemble des résultats atteints au terme de la mise en œuvre du PAAPSSP et formule des propositions pour de prochaines interventions. Ce document complète les 3 notes de partages élaborées par le PAAPSSP ⁵, l'évaluation finale et le rapport d'appréciation du PIC 2009-2012.

⁵ (1) Pérenniser les aménagements ; l'importance des accords sociaux, (2) Durabilité des ouvrages d'hydraulique pastorale ; les marchés publics en question, (3) Protéger et valoriser les ressources fourragères ; Amélioration des revenus par l'ouverture des bandes pare-feux.

2 RESULTATS ATTEINTS ET ENSEIGNEMENTS TIRES

2.1 Appréciation de la stratégie d'intervention

2.1.1 Contexte

Le contexte de mise en œuvre du PAAPSSP est connu et présenté dans de nombreux documents dont le DTF, mais aussi les évaluations à mi-parcours et finales et le rapport d'appréciation du PIC 2009-2012. Ici nous ne mentionnons que les éléments spécifiques et très intimement liés à la mise en œuvre du PAAPSSP.

Contexte général,

- depuis 2011 la dégradation du contexte sécuritaire limite les possibilités de déplacement des ATI, ATN, consultants, sur le terrain, ce qui limite et influence très fortement les capacités de suivi et accompagnement des activités sur le terrain.
- de 2011 à 2015, il n'y pas eut crise pastorale majeure. Ceci a permis au PAAPSSP d'intervenir dans un contexte pastoral « hors crise ». En effet la rencontre d'une crise pastorale majeure de type sécheresse des années 1974 1984 aurait très fortement influencé les dynamiques des parties prenantes ; ministère, autorités locales, société civile.
- La pression et la monétarisation croissante des ressources pastorales (eau / pâturage) entraînent de nombreuses conséquences sur les dynamiques des systèmes d'élevages, ce qui nécessite d'actualiser et d'affiner les connaissances y relatives afin de mieux définir les priorités d'interventions, pour les années à venir.

Institutionnel,

- De 2011 à 2015 la bonne stabilité des institutions étatiques et décentralisées ont permis d'asseoir et d'accompagner des dynamiques institutionnelles sur le moyen terme.
- Néanmoins il est à noter que l'arrêt de la SDR (2012) et la mise en place de l'Initiative 3 N, a modifié le cadre institutionnel de référence du PAAPSSP. Cependant cette modification « conceptuelle » n'a eut que des conséquences mineures sur la mise en œuvre et le pilotage du PAAPSSP.

Modalités d'exécution,

- Adaptation progressive des modalités de mise en œuvre, initialement consignées dans le DTF par :
 - le renforcement des ressources humaines au sein des équipes d'intervention
 - la modification du circuit de signature des ANO,
 - la prolongation de 16 mois de la durée de mise en œuvre.
- Rodage progressif des modalités de délégation d'exécution via les accords d'exécutions et de financement qui en 2010 n'étaient pas « rodés » comme outils interne CTB. Le guide arrive en mars 2013, complété par la politique de Subside en avril 2015 !

Dynamique HARMO,

- Le PAAPSSP s'est aligné sur les politiques nigériennes notamment dans les domaines de la décentralisation, du développement rural (SDR, I3N), de l'élevage, de l'hydraulique pastorale et du Code Rural.
- Exécuté en COGESTION le PAAPSSP a aussi mis en œuvre les politiques nigériennes de marchés publics.

2.1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Le DTF pose comme principe que le PAAPSSP doit permettre de passer de l'approche projet (Azawak - chèvre rousse) à l'approche programme (SDR), notamment en s'alignant sur les politiques et procédures nationales

« On observe de plus en plus une tendance à la convergence des PTF du secteur rural à travers le cadre de concertation Etat/Partenaires mis en place dans le cadre de la SDR. Du point de vue de la conceptualisation, l'application de la Déclaration de Paris, l'approche programme et l'alignement sur les politiques et les procédures nationales sont des points clés qui font l'unanimité. Cependant, chaque PTF a son propre rythme en fonction de son calendrier opérationnel. La décision de la Belgique de s'engager dans l'approche programme, en se positionnant comme chef de file du côté des PTF, pour la mise en œuvre du programme 12 est à saluer, compte tenu de son expertise dans le sous-secteur de l'élevage. »⁶

Pour cela il a été retenue le principe de flexibilité pour :

- ✓ *tenir compte de la phase de transition qui s'opère entre l'approche projet et l'approche programme,*
- ✓ *s'adapter à la mise en place de la régionalisation de la SDR dont les instances ne sont pas encore toutes constituées dans les trois régions concernées et*
- ✓ *intégrer les évolutions dans le paysage de la décentralisation prévues notamment au niveau départemental et régional.*

L'évolution du contexte institutionnel marqué principalement par l'abandon de la SDR puis la conception et mise en œuvre de l'I3N a nécessité d'adapter la stratégie d'intervention afin de respecter les délais impartis de mise en œuvre (48 mois).

Néanmoins le PAAPSSP a contribué à mettre en œuvre la phase transitoire entre l'approche projet et l'approche programme en :

- s'alignant systématiquement sur les politiques nationales (décentralisation, santé animale, sécurisation foncière, hydraulique pastorale, etc.)
- utilisant la COGESTION, comme modalité principale d'intervention
- signant et mettant en œuvre plus de 45 accords d'exécutions/financement avec les parties prenante tout particulièrement les Directions Régionales de l'Elevage.

Hormis les adaptations à l'évolution de la SDR en I3N, la stratégie mentionnée dans le DTF a été respectée et mise en œuvre dans sa globalité, à savoir l'implication et responsabilisation des parties prenantes à toutes les étapes d'identification, priorisation et mise en œuvre de toutes les interventions.

^{a6} Extrait du DTF, point n°2 orientations stratégiques

2.2 Matrice de monitoring

Résultats / Indicateurs	Valeur baseline	Cible finale	Valeur finale obtenue	Commentaires
IMPACT : La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale.				
Taux de réduction de la vulnérabilité des ménages ruraux. Le PAAPSSP s'alignera sur l'indicateur d'impact de la performance du secteur de l'élevage retenu dans le cadre de l'Initiative 3N.	Non Renseigné	Non Renseigné	Non Renseigné	Comme indiqué dans l'évaluation finale, il est trop tôt pour mesurer l'impact du PAAPSSP, sur la vulnérabilité des ménages pastoraux, notamment car la majorité des ouvrages ont fait l'objet des réceptions provisoires en Q3 et Q4 2015. En ce qui concerne l'alignement sur l'indicateur de l'I3N ce dernier n'est actuellement pas renseigné à leur niveau.
OUTCOME : Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua				
Budget investi sur fonds propre des communes dans les aménagements pastoraux et la sécurisation des systèmes pastoraux a atteint au moins 10% dans au moins 20 % des Communes d'intervention	1,54%	10%	8.2%	Les communes de référence ont été accompagnées dans l'analyse et le suivi de leur budget de 2012 à 2014. En 2015, dans le cadre de la clôture cette activité n'a pas été renouvelée, ce qui n'a pas permis de suivre la progression des budgets dans les communes. Néanmoins la prise de conscience de l'importance de l'élevage dans les budgets communaux est réelle.
Le besoin en eau abreuvement de 740 213 têtes d'animaux est couvert par le PAAPSSP à travers la réalisation/réhabilitation des points d'eau pastoraux dans les 3 régions d'intervention.	80 507	740 213	615 500 (têtes) 83% de la cible	71 des 90 ouvrages programmés ont fait l'objet des réceptions provisoires (74%). Le taux de 83 % d'abreuvement, s'explique par le fait que les 3 stations de pompage sont réalisées et permettent un accès à beaucoup plus d'animaux que les 8 puits qui n'ont pu être réhabilités et les 12 forés.
1 215 036 têtes de bétail bénéficient d'espaces pastorales sécurisés et ou aménagés.	471 886	1 215 036	1 230 980 (têtes) 104% de la cible	Au total 2 018 km de balises ont été implantés sur les couloirs et aires de pâturages, ce qui sur la base des études de faisabilité devrait faciliter la transhumance de plus d'un million deux cent mille têtes de bétail.
D'ici Aout 2015, la couverture vaccinale atteint 85% pour la PPCB	38,16%	85%	81,16% (tx atteint) 111% de la cible	Les résultats indiquent que la cible est largement atteinte, mais reste très aléatoire car d'importantes variations sont possibles d'une année à l'autre en fonction du bon déroulement des campagnes de vaccination. Une rupture de vaccin, de quelques semaines, en pleine campagne remet en cause l'ensemble des efforts et investissements réalisés.
55% pour la PPR	9,44%	55%	54,44% (tx atteint) 132% de la cible	

OUTPUT 1 : Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 - I3N dans les trois régions concernées				
48 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DREI au niveau des 3 régions	0	48	39 (documents) 81% de la cible	Les DREI dans le cadre de leurs mandats élaborent les documents de planification, suivi, évaluation. Dans le cadre du PAAPSSP et au vu de l'évolution progressive du cadre « institutionnel » régional de concertation (de la SDR vers l'I3N) les résultats de cet output doivent être pris à leurs juste niveaux. Cependant des appuis et investissements significatifs ont été fait vers les DREL pour renforcer leurs capacités de coordination et suivi notamment en créant et réhabilitant des bâtiments, en fournissant des véhicules et matériels informatiques, etc. De plus la mise en œuvre de 36 AE au niveau des DRE, a entraîné un renforcement certain de capacités des agents impliqués aussi bien en ce qui concerne la gestion financière que technique.
OUTPUT 2 : L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé				
Au moins 60% des communes des zones d'intervention sont dotées de schéma d'Aménagement Pastoral (SAP)	0	60%	68% 113% de la cible	Les schémas élaborés dans le cadre des CCD, ont concerné plus de communes que prévues. Néanmoins la remise et les animations nécessaires à l'appropriation de ces outils par les communes et départements (COFODEP) restent insuffisantes au vu des investissements mobilisés pour les réaliser. La mise en valeur de ces outils devra être assumée par les STD dont les DREI et COFDEP qui ont été totalement responsabilisés de leur conception (CCD) à la mise en œuvre (mission de géo-référencement, validation des cartes et schémas, suivi des accords sociaux, etc.).
70% du budget prévu pour les aménagements et sécurisation des systèmes pastoraux est exécuté	0%	70%	4 097 857 euro 140 % de la cible	La cible initiale était de réaliser 70% de la ligne budgétaire (hydraulique B0205 et balisage B0305), soit 2 935 722 d'euro de travaux. Le montant des travaux réalisés et réceptionnés hors coûts des processus sociaux engagés s'élève à 4 097 857 euro soit une atteinte de 140 % de la cible initiale. Ce résultat très significatif, concrétise la mise en œuvre des recommandations formulées par l'évaluation à mis parcours (2012) et actée par les différentes SMCL de réorienter l'intervention prioritairement vers la création d'infrastructures de qualité afin de faciliter et sécuriser l'accès des pasteurs aux ressources pastorales.
3500 km des bandes pare feux sont réalisés par le PAAPSSP	0	3 500	3 028 Kml 87% de la cible	La quantité réalisée est proche de la cible. Néanmoins le résultat principal du PAAPSSP concerne l'approche mise en œuvre qui vise à faire évoluer les modalités de réalisation de ces activités d'aménagement. Une note de capitalisation spécifique est produite à cet effet.
2000 km de couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage sont balisés	0	2000	2 018 Kml 100% de la cible	Les kilométrages prévus sont finalement réalisés avant la fin de l'intervention du PAAPSSP. Les dernières réceptions provisoires ont eu lieu en octobre 2015. Un important travail de suivi et de contrôle de mise en valeur est à réaliser en 2016, notamment dans le cadre de l'établissement des PV de réception définitive. Un budget résiduel est prévu à cet effet, mais des efforts complémentaires et spécifiques devront être fait aussi bien par le MEL que la partie Belge.
Au moins 90 points d'eau (Puits, forage, station de pompage) priorités et validés sont réalisés ou réhabilités	0	90	71 (ouvrages) 74% de la cible	Les ouvrages qui offrent le plus de volume d'eau et nécessitent les plus gros investissements sont réalisés (3 stations de pompage et un contre puits). Les fonçages de puits, prévus sont globalement réalisés, hormis dans la région de Tahoua, où des marchés sont infructueux. Des difficultés réelles ont été rencontrées pour accompagner les travaux de réhabilitation des puits existants, pourtant totalement nécessaires pour les populations.

OUTPUT 3 : Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées				
3 nouveaux SVPP sont installés par le PAAPSSP	0	3	3 SVPP 100% de la cible	Les 3 SVPP sont installés et accompagnés dans le démarrage de leurs activités, malgré d'importantes difficultés, liées aux modalités d'accompagnement rencontrées (AF/VSF, crédit bancaires, etc.).
100 d'auxiliaires d'élevage sont recrutés et formés par le PAAPSSP	0	100	102 auxiliaires 102% de la cible	Chaque nouveau SVPP installé dispose de son réseau d'auxiliaire d'élevage
11 SVPP sont soutenues dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	0	11	11 SVPP 100% de la cible	tous les SVPP de la zone d'intervention sont accompagnés dans le développement de leur offre de service aux éleveurs notamment dans le cadre des campagnes de vaccination.
2000 ménages ont bénéficiés d'appui en filières porteuses	0	2 000	244 ménages 12% de la cible	L'appui aux filières, n'a pas donné les résultats escomptés. Ce point fera l'objet d'une attention particulière dans le chapitre leçons apprises
5 Coopératives des sélectionneurs Azawak sont appuyées	0	5	5 coopératives 100% de la cible	les 5 coopératives d'éleveurs sélectionneurs de race AZAWAK ont été appuyées en 2011 et 2012. Mais suite à l'évaluation à mis parcours et à la dynamique institutionnelle de l'union des coopératives, il a été décidé de suspendre ce type de collaboration et de se concentrer sur les actions d'aménagement qui touchent et impactent beaucoup plus les groupes d'éleveurs vulnérables.

2.3 Analyse des résultats

La présentation et l'analyse des résultats constituent le cœur du rapport final. Les informations fournies dans les différentes parties du rapport (matrice de monitoring, analyse des résultats, appréciation de la durabilité apprentissage, etc.) sont complémentaires. Elles présentent des éléments d'information spécifiques de type moyens financiers et humains, atteinte des IOV, leçons tirées, qui doivent permettre aux lecteurs d'avoir une bonne compréhension des résultats atteints et des pistes de travail à approfondir pour préparer et mettre en œuvre une future intervention.

2.3.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact⁷ (impact potentiel) ?

Comme mentionné dans l'évaluation finale⁸, des contributions significatives sont apportées par le PAAPSSP en vue d'améliorer « *la performance du secteur de l'élevage au Niger et de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale* ». A ce stade de mise en œuvre ou les réceptions provisoires des ouvrages viennent d'être réalisées, il est trop tôt pour mesurer l'impact réel du programme. Néanmoins les éléments ci-dessous indiquent clairement que le PAAPSSP laissera un impact significatif dans la dynamique du secteur de l'élevage au Niger, notamment à travers les nombreux aménagements réalisés mais aussi en ayant élaboré et mis en œuvre, à travers les différents services du Ministère de l'Élevage et des structures du Code rural, une démarche d'identification et de priorisation des aménagements, basée sur les attentes réelles des populations. Les multiples champs d'activités embrassés par le PAAPSSP en 5 ans contribuent à des niveaux divers à l'amélioration des performances du secteur.

En effet :

- Les activités de renforcement « institutionnel » des STD, COFO, CRA et Opel et élus locaux ont permis d'améliorer leurs capacités à mieux intégrer la dimension pastorale/mobilité dans leurs interventions spécifiques ; plan de vaccination, schéma d'aménagement foncier, etc.
- L'approche « cash for work » mise en œuvre dans le cadre des actions pare-feux, a permis pour certaines familles de renforcer « ponctuellement » leurs capacités de résilience. De tels appuis nécessitent d'être néanmoins poursuivis afin d'accompagner le développement d'action plus structurantes de type « filière paille ».
- La réalisation et réhabilitation des 71 points d'eau pastoraux, répond à une attente prioritaire des éleveurs afin de leur faciliter l'abreuvement des troupeaux, notamment dans les zones agricoles où la forte pression sur les points d'eau existants, rend long et difficile cette indispensable activité quotidienne. Cette attente a été largement satisfaite dans le cadre du PAAPSSP, qui a investis pas moins de 4 097 857 euro, dans ce domaine.
- La sécurisation des axes de transhumances, à travers le balisage mais aussi et surtout la mise en place de cadres de concertation animés par les COFO, constitue là encore un élément significatif pour atteindre l'impact du PAAPSSP en facilitant la nécessaire mobilité des troupeaux dans les zones à très forte densité de population.
- L'amélioration des offres de services de santé animale à travers aussi bien les acteurs publics que privés contribue aussi à la sécurisation du secteur de l'élevage.

2.3.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

L'Outcome visé par le PAAPSSP est « *Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre au niveau des régions de Dosso, Maradi et Tahoua* ».

Pour atteindre cet objectif général, le PAAPSSP s'est donné les moyens nécessaires, notamment

⁷ Terminologie : Impact = Objectif général ; Outcome = Objectif spécifique ; Outputs = Résultats attendus

⁸ point 3.1.4

en y consacrant plus de 50% du budget, en y affectant un assistant technique international, mais aussi en adaptant progressivement les modalités d'intervention aussi bien en terme de ressources humaines que de modalités de mise en œuvre notamment des marchés publics (DAO, ANO, etc.).

Après 5 ans, d'intenses efforts, les résultats sont là. Les ouvrages sont réalisés et utilisés, mais aussi et surtout les stratégies d'identification et de priorisation des aménagements pastoraux (CCD, SAP, accords sociaux, etc.), conçues et mises en œuvre avec l'ensemble des parties prenantes posent de solides bases méthodologique déjà valorisées par d'autres partenaires de développement, notamment le PRAPS, le PAPAT, le PHVPII⁹ et la coopération espagnole.

Une note de capitalisation spécifique est produite par le PAAPSSP afin d'expliquer et matérialiser la stratégie élaborée. Il est à noter que le PAAPSSP lui-même pour déterminer sa stratégie d'intervention a dans un premier temps capitalisé et valorisé les leçons apprises par des projets et programmes pastoraux antérieurs notamment le PROZOPAS, le PASEP, le PASEL, le PSSP¹⁰.

2.3.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ? Expliquez

Output1 : « Les capacités de planification, de suivi, de coordination et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du PS1 - I3N dans les trois régions concernées ».

Le budget¹¹ de l'output n°1, d'environ 6.5% du budget total (721 800 euro), est exécuté à 100%.

La matrice de monitoring indique que cet output est atteint à travers une série d'interventions complémentaires basées sur le renforcement des capacités d'intervention principalement des équipes des Direction Régionales du Ministère de l'Elevage (DREI).

Cependant il est nécessaire de signaler que la mise en œuvre des dynamiques institutionnelles de coordination régionale, liées aussi bien à la SDR qu'à l'I3N, relèvent de logiques et dynamiques pour lesquelles le PAAPSSP et ses parties prenantes les DREI n'ont pas de prises. La régionalisation de l'I3N, tout comme l'élaboration des plans régionaux de développement des conseils régionaux ont été amorcé mais pas réellement opérationnel pendant les 5 années de mise en œuvre du PAAPSSP.

Output2 : « l'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé ».

Le budget de l'output n°2, d'environ 47% du budget total (5 241 565 euro), est exécuté à 94%.

Cet output a fait l'objet d'une attention très particulière tout au long de la mise en œuvre du PAAPSSP car il constitue l'élément principal de l'intervention.

En 2009, les délais nécessaires pour identifier et prioriser les aménagements, mener les investigations techniques et sociales, puis passer et exécuter les travaux ont été totalement sous estimé. En 2012 la prolongation de 16 mois de la durée de mise en œuvre du PAAPSSP (clôture reporté d'août 2014 à décembre 2015) aura permis de réceptionner la majorité des ouvrages dans les délais. Néanmoins la durée de mise en œuvre restera insuffisante pour assurer les premières missions de contrôle de mise en valeur, aussi bien pour les balisages que les ouvrages hydrauliques.

⁹ PRAPS (Programme régional d'appui pastoralisme sahélien – BM), PAPAT projet d'appui pastoralisme Tahoua UE-CTB) PHVPII (programme d'hydraulique villageoise et pastorale Dosso - CTB)

¹⁰ PROZOPAS (projet zone pastorale UE-Tahoua), PASEP (projet d'appui à la sécurisation de l'élevage pastoral – UE Tahoua) PSSP (projet de sécurisation des systèmes pastoraux AFD – Zinder) PASEL (projet d'appui au secteur de l'élevage Coop Suisse Maradi – Tillabéry)

¹¹ Le budget de référence est le G01 qui fait suite à la dernière révision budgétaire et à la clôture comptable du 30 octobre 2015.

Un effort particulier devra donc être fait par les partenaires nigériens (ministère, élus locaux, structures du code rural et OPEL) afin que les aménagements de qualité livrés par le PAAPSSP rendent les services attendus de facilitation d'accès durables à l'eau et aux pâturages. Il sera nécessaire de prendre en compte cette préoccupation à sa juste valeur notamment dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre d'une nouvelle phase.

Output3 : « Les productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées ».

Le budget de l'output n°3, environ 17 % du budget total (1 848 969 euro), est exécuté à 100%.

Le niveau d'atteinte des 3 sous résultats attendus diffèrent fortement.

- Dans le domaine de la santé animale, axe prioritaire et fort des services délivrés par le Ministère de l'élevage, les résultats sont totalement à la hauteur des attentes, notamment car ils ont permis de décliner et poursuivre la complémentarité entre les services publics (STD) et privés (SVPP).
- Dans le domaine de l'économie pastorale, la notion de recherche/action mentionnée dans le DTF est atteinte. En effet les résultats atteints s'inscrivent plus dans le développement de connaissances économiques sur les systèmes d'élevage, que dans la mise en œuvre d'actions au profit directs des éleveurs. Ceci est principalement dû au fait, que les modalités de mise en œuvre à travers les Accords d'Exécution via les STD, les OPEL et les ONG ont été lourdes et peu adaptées aux logiques de recherches actions promues par le PAAPSSP.
- Dans le domaine de l'amélioration génétique, les quelques actions menées ont permis de renforcer les capacités des CMB, notamment en les dotant de véhicules et en leur permettant de poursuivre le travail de suivi des troupeaux. Néanmoins des projets plus conséquents et actifs dans le domaine ont pris le relais. Pour les coopératives d'éleveurs AZAWAK des appuis ponctuels ont été faits aux 5 coopératives et à l'union mais ce type d'intervention a été suspendu suite à la revue à mi-parcours.

2.3.4 Dans quelle mesure des outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Les 3 outputs ont fortement contribué à l'atteinte de l'outcome. En effet ils ont permis, chacun avec ses spécificités, d'assurer et de renforcer le leadership des Directions Régionales de l'Élevage notamment dans les processus d'identification, de priorisation et de mise en œuvre des aménagements pastoraux.

De plus dans le cadre de la délivrance des services de santé animale, élément incontournable de la sécurisation des systèmes d'élevage, les DREL et les SVPP ont bénéficiés d'importants appuis en équipements et en fonctionnement pour mettre en œuvre les campagnes de vaccination.

La mise en œuvre de l'ensemble des activités, pour atteindre l'outcome, à travers les parties prenantes, constitue un gage important de durabilité de l'intervention.

2.3.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?¹²

Les enjeux et modalités d'interventions en faveur des logiques d'aménagement et de sécurisation

¹² Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

des systèmes pastoraux étaient bien connus et maîtrisés au sein de l'équipe du PAAPSSP. Le DTF a posé une base solide d'orientations stratégiques qui, complétée par des travaux de capitalisation, ont permis d'élaborer la stratégie opérationnelle d'intervention du PAAPSSP.

Cependant ce même DTF avait beaucoup trop surévalué les capacités réelles des parties prenantes à mettre en œuvre les règles et consignes dictées par les exigences de gestion promues par la CTB. Ceci a nécessité d'opérer à de renforcer le dispositif des ressources humaines aussi bien en internes à la CTB (ATN suivi-évaluation, ATN hydraulique, SLA en marché public), qu'au sein des directions régionales de l'élevage (SAF, COT).

De plus les « lourdeurs administratives » aussi bien lors des passations des marchés que lors des délégations d'activités via les accords d'exécution et de financement, ont été longues et difficiles à résoudre, ce qui a entraîné d'importants retards dans la mise en œuvre des activités d'accompagnement des aménagements.

En 2013, pour atteindre les résultats escomptés dans le cadre de la prolongation de la durée de mise en œuvre des décisions opérationnelles ont prises à savoir ; (1) réduire les nombres de signatures lors des ANO pour attribuer les marchés et (2) de suspendre les accords d'exécution en les remplaçant par un cadre de collaboration moins « rigide », mais beaucoup moins responsabilisant (TDR) en attendant la sortie en 2015 du guide de mise en œuvre des Subsidés, qui reprend en grande partie les modalités d'établissement et suivi des accords.

2.3.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Après 5 ans d'intervention, aucun résultat inattendu n'apparaît clairement. Les idées et pistes d'interventions dans le domaine de l'aménagement et la sécurisation des systèmes pastoraux sont beaucoup plus précises ce qui permet de formuler des recommandations pour les futures interventions.

Néanmoins l'engouement suscité par les activités d'accompagnement de la valorisation des fourrages récoltés dans le cadre des bandes pare-feux, constitue une agréable surprise qui confirme la nécessité de poursuivre ces dynamiques afin d'accompagner la création d'une filière fourragère articulant aussi bien la protection des fourrages existants par les bandes de pare-feux que la production de fourrage en récoltant du foin et de l'aliment complémentaire du bétail.

2.3.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Les 4 thèmes transversaux mentionnés dans le DTF ; environnement, genre, économie sociale et droit des enfants ont été appréhendés de façons spécifiques.

Une étude d'impact environnementale stratégique a été exécutée dans le cadre du PAAPSSP, qui pourtant n'est qu'un des programmes opérationnels des politiques nationales que sont la SDR et l'I3N. Les conclusions et recommandations formulées, par les services de l'environnement, dans le cadre de cette étude étaient totalement incompatibles avec la mise en œuvre du DTF et les budgets alloués.

Une stratégie spécifique « genre » a été élaborée au sein du PAAPSSP. Elle a abouti entre autre à retenir des critères de participation aussi bien lors des cadres de concertation que de la mise en œuvre des actions de cash for work lors des actions pare-feux. De plus lors des collaborations avec les étudiants de l'université, les éléments de genre ont fait l'objet d'études spécifiques pour mieux comprendre les relations de genre dans la mise en œuvre des activités pastorales.

Comme mentionné plus haut, le PAAPSSP a mené très peu d'activité directement liées avec l'économie pastorale, hormis dans le cadre de la filière VDN et pour laquelle le lien et l'impact avec l'économie sociale ne peut être établis.

Le droit des enfants n'a pas été abordé dans le cadre du PAAPSSP et son DTF. En effet ce thème transversal de la CTB ouvrait la porte à un vaste champ d'intervention (scolarisation, santé, droit du travail, etc). qui allait amener le PAAPSSP à ne pas atteindre les résultats clairement identifiés, à savoir la réalisation d'aménagements pastoraux.

2.3.8 Dans quelle mesure le M&E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

L'élaboration de la base line et du système de M&E a permis de renseigner lors des rapports périodiques l'avancé du programme en lien avec les résultats escomptés.

Cependant, comme mentionné plus haut, les échelles de temps nécessaire pour atteindre les résultats et tout particulièrement les aménagements pastoraux dont une grande partie n'est réceptionnée qu'au cours du dernier des 11 semestres d'intervention à nécessité la mise en place d'outils de suivi beaucoup plus spécifiques et opérationnels complémentaires à la base-line et au M&E. Ces outils de suivi et de pilotage visaient à documenter l'avancement (1) des procédures des marchés publics dans leurs globalités (grandes étapes), et (2) la mise en œuvre individuelles des chantiers (suivi marché/marché, lot/lot, site/site).

Dans le cadre du PAAPSSP les quelques missions de backstopping, notamment au démarrage ont toujours facilitées la prise de recul sur la réalité quotidienne de mise en œuvre et facilitées d'autant certaines décisions stratégiques et opérationnelles. Néanmoins il est regrettable que nous n'ayons pas été en mesure de réserver plus de temps d'échanges entre les interventions du même secteur « développement rural » aussi bien au Niger (PHVP, PAMED, ARIMEL) qu'avec les projets similaires du Mali notamment.

L'évaluation à mi-parcours a été une étape très importante pour la mise en œuvre du PAAPSSP. En effet elle a su écouter et comprendre les réalités rencontrées, par les équipes et formuler des recommandations « opérationnelles et stratégiques » qui ont facilité les prises de décisions au niveau de la SMCL et tout particulièrement en ce qui concerne le recentrage des activités et le renforcement des moyens humains et financiers sur la mise en œuvre des aménagements.

Les audits et missions de contrôle « financiers » aussi bien internes à la CTB (Siège et représentation), qu'externes (Cours des Comptes 2010-2011, Deloitte 2012, Moore Stephan 2013) ont tous contribué à asseoir un mécanisme de gestion financier très rigoureux et contraignant qui a porté ses fruits. En effet ces différentes missions et audits ont aidé le PAAPSSP à mettre en place des mécanismes de contrôles internes aussi bien au niveau des engagements (conformité des procédures de contractualisation) que de la liquidation des dépenses (éligibilité et complétude des pièces fournies).

2.4 Durabilité

2.4.1 Quelle est la viabilité économique et financière des résultats de l'intervention ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Niveau de viabilité économique des résultats.

En terme de durabilité, les résultats attendus du PAAPSSP sont de deux types ; (1) le renforcement des compétences dans une logique de gouvernance et (2) la réalisation d'infrastructures, particulièrement d'hydraulique pastorale.

En ce qui concerne les renforcements des compétences, les acquis sont là. En effet les différentes parties prenantes (STD, COFO, OPEL, etc.) ont été accompagnées et responsabilisées de la conception à la mise en œuvre et à l'évaluation des interventions. Cette responsabilisation doit leur permettre d'adapter et de dupliquer durablement les approches développées dans le cadre du PAAPSSP.

En ce qui concerne les infrastructures réalisées, le PAAPSSP a fait le choix de la qualité des ouvrages. Un important dispositif de suivi/contrôle des travaux a été mis en place afin de s'assurer du respect des normes techniques par les entreprises. Ce mode de contrôle rapproché et permanent a pu entraîner certains retards dans les délais de livraison, mais permettra aux usagers de bénéficier d'infrastructures durables et fonctionnelles.

L'option prise par le PAAPSSP, sur la base d'un important travail de capitalisation réalisé en 2010 et 2011, a été de concentrer ses efforts sur le suivi des chantiers, avec l'implication des acteurs locaux (CLS) tout en laissant aux bénéficiaires la responsabilité de mettre en place les dynamiques de gestion appropriées à leur contexte.

Eléments de risques et mesures prises dans une logique de stratégie de sortie.

La durabilité économique de l'investissement « humain » résidera notamment dans les capacités des parties prenantes à maintenir en poste les personnes impliquées et en assurer le suivi.

Ceci devrait être relativement aisé au sein du Ministère de l'élevage, qui devra néanmoins veiller à se donner les moyens de faire fonctionner ses agents à travers la mobilisation de moyens de transports et de communication accés prioritairement sur la délivrance de service aux éleveurs en complémentarité des fonctions plus « politiques et institutionnelles ».

A la fin de l'intervention du PAAPSSP un effort particulier a été fait pour rétrocéder aux STD, aussi bien des véhicules, que des bâtiments et du matériel informatique et bureautique en bon état.

En ce qui concerne les marchés de travaux un budget est réservé en 2016, pour en assurer le suivi jusqu'à l'établissement des PV de réception définitive. Il est à noter que l'ensemble des aménagements réalisés est systématiquement reversé au patrimoine de l'Etat (Balisage/COFODEP) ou des collectivités territoriales (hydraulique/Communes).

2.4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et perdurera-t-elle au terme de l'assistance externe ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Niveau d'appropriation par les groupes cibles.

Comme mentionné plus haut l'ensemble des interventions ont été conçues et mises en œuvre

avec les parties prenantes, ce qui permet une réelle appropriation et ce d'autant plus que les interventions reposent sur la mise en œuvre des politiques nationales, dans les différents domaines ; code rural, hydraulique, décentralisations, etc.

Afin d'améliorer l'appropriation des résultats atteints, le PAAPSSP remet aux parties prenantes et particulièrement aux COFODEP l'ensemble des actes de sécurisation établis et les schémas et plans d'aménagement. Ces différents supports leur permettront de jouer durablement leur rôle dans l'animation des processus de sécurisation foncière.

Eléments de risques et mesures prises dans une logique de stratégie de sortie.

Pour certaines activités « novatrices » telles que ; l'élaboration des schémas et plans d'aménagements pastoraux, l'établissement des accords sociaux et des actes de sécurisation foncière, la mise en œuvre de bande pare-feux dans une logique d'aménagement communal, etc. un accompagnement sur plusieurs campagnes agricoles aurait été indispensable afin de consolider les acquis.

En effet la pression croissante sur les espaces et ressources naturelles nécessite d'accompagner les dynamiques sociales afin d'aider les différents acteurs à trouver des consensus optimaux pour leur utilisation. Cet accompagnement, pour être efficace et durable doit nécessairement s'étaler sur plusieurs campagnes agricoles.

Cet indispensable travail de concertation multi-acteur (autorités administratives, traditionnelles, élus et société civile) a un coût et est difficilement réalisable sans appuis extérieurs. Un effort particulier devrait être fait par les prochaines interventions Belges et Nigériennes, pour assurer le suivi de ces processus novateurs.

Pour assoir une meilleure appropriation par les bénéficiaires, des fiches de capitalisations ont été produites par le PAAPSSP sur (1) la démarche d'établissement des accords sociaux, (2) la réalisation des marchés publics dans le domaine de l'hydraulique pastorale et (3) la réalisation des bandes pare-feux.

2.4.3 Quels ont été le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Niveau d'appui et d'interactions avec le niveau politique.

Que ce soit la SDR, l'I3N mais aussi les politiques générales et spécifiques du MEL, du ministère de l'hydraulique, du Code Rural, etc. tous ces « documents cadres » facilitent d'une part (1) l'alignement du programme sur les orientations nationales, mais aussi (2) le développement de synergies entre les différentes interventions.

Tout au long de sa mise en œuvre, le PAAPSSP a reçu l'appui effectif et constant du MEL et de plusieurs secteurs ministériels. Ces appuis se manifestent notamment par leurs participations effectives aux SMCL. Ces acteurs impliqués et responsabilisés dans la conception et mise en œuvre des politiques publiques (SDR, I3N, Code rural, Chambre d'agriculture et MEL) constituent un levier efficace pour développer une vision commune des modalités de mise en œuvre des politiques publiques.

Eléments de risques et mesures prises dans une logique de stratégie de sortie.

La mise en œuvre du PAAPSSP, qui reste un programme principalement orienté vers la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur des bénéficiaires, ne permet pas ou peu aux membres des

équipes permanentes, de participer pleinement aux séances de travail et de réflexions plus globales sur le développement du secteur.

A la fin de la mise en œuvre du PAAPSSP, un effort devra être fait notamment par le Ministère de l'Élevage et la CTB pour mobiliser autant que faire ce peut les personnes impliquées dans la mise en œuvre du PAAPSSP à toutes activités relatives aux politiques d'intervention dans le secteur ; ateliers, séminaires, missions de formulation, etc.

2.4.4 Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle positivement contribué à la capacité institutionnelle et de gestion ? Quels sont les risques potentiels ? Quelles sont les mesures prises ?

Evolution des capacités institutionnelles et de gestion.

L'approche basée sur la Cogestion aussi bien au niveau central (ordonnateurs et UGP) et que régional (UGR) tout comme les types de partenariat (accord d'exécution et accord de financement) qui ont été conçus et mis en œuvre avec les parties prenantes et tout particulièrement les directions régionales de l'élevage ont amené à responsabiliser pleinement les différents acteurs.

Les capacités institutionnelles du Ministère de l'Élevage ont été renforcées dans le cadre du PAAPSSP, par la mise en relation et l'implication permanente des niveaux centraux et régionaux que ce soit aussi bien lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des activités telles que ; (1) l'appui à la santé animale, (2) les actions d'aménagement de type pare-feux, (3) l'identification et la priorisation des besoins d'aménagements, etc.

Les SMCL ont aussi constitué des temps forts dans la mise en œuvre de la dynamique institutionnelle du PAAPSSP, car elles ont amenées toutes les parties prenantes à décider et à s'approprier les plans d'actions et les priorisations pour atteindre les résultats attendus. En complément de la SMCL, un comité de suivi (CS), a été initié en 2013, dans le cadre de la préparation d'une demande de prolongation puis relancé en 2014. Ce dernier a permis de consolider la dynamique institutionnelle conjointe CTB-MEL en facilitant le suivi et les prises de décisions relatives à la préparation et mise en œuvre des activités.

L'importante pression relative aux respects des procédures de gestion administrative et financière des fonds Belges mobilisés, régulièrement évalués par des audits internes et externes, ont amené tout un chacun à développer une obligation et rigueur de gestion.

Éléments de risques et mesures prises dans une logique de stratégie de sortie.

En ce qui concerne les risques institutionnels potentiels ils sont relativement classiques, car liés aux personnes impliquées dans la mise en œuvre du programme.

En effet durant les 5 ans d'intervention du PAAPSSP, de nombreux changements de personnes ont été réalisés, aussi bien du côté de la CTB (représentant résident, chargé d'opération, Rafi, etc.) que du MEL, notamment au niveau des directions régionales et centrales. Il est néanmoins à signaler que le Secrétaire Général « ordonnateur » du programme est resté inchangé, ce qui a nettement facilité le suivi et la mise en œuvre des décisions prises lors des SMCL.

Afin d'éviter les risques institutionnels, il a été développé des outils de cadrage et de normalisation des modalités de mise en œuvre aussi bien à travers des notes de services internes au PAAPSSP, que des notes transversales aux programmes CTB. L'un des premiers outils a été le protocole de collaboration entre l'état Nigérien et le Royaume de Belgique qui cadre les modalités de calculs des frais de mission.

Les séances de travail régulières aussi bien au sein de l'UGP qu'entre les 3 UGR et l'UGP ont aussi été un moyen pour renforcer la dynamique institutionnelle. Malgré les temps de routes et les emplois du temps de tout un chacun le rythme des séances de travail UGP-UGR a été d'environ le trimestre (17 rencontres en 64 mois). Pour les séances de travail interne à l'UGP elles étaient tenues en moyennes tous les 30 jours (65 séances de travail en 60 mois). Ces temps passés à concevoir et suivre l'avancement du PAAPSSP dans sa globalité, ont été un outil nécessaire à la construction d'une démarche cohérente d'intervention.

2.5 Apprentissage

Comme mentionné plus haut, le PAAPSSP en 2009, constituait pour la CTB un changement important de mode d'intervention dans le secteur de l'élevage. En passant de projets « modestes et très spécifiques » à un programme beaucoup plus volumineux et ambitieux, la CTB s'est donné une occasion d'apprendre et développer ses expériences.

Les éléments compilés ci-dessous présentent certaines pistes d'enseignement qui pourront, pour certaines d'entre elles, faire l'objet d'approfondissement particuliers. En effet le PAAPSSP a été conçu et mis en œuvre en grande partie par les agents du Ministère de l'Élevage, ce qui garantit l'appropriation des leçons acquises.

Les enseignements tirés sont regroupés en ; modalités de mise en œuvre, choix stratégiques et choix opérationnels.

2.5.1 Enseignement sur les modalités de mise en œuvre

2.5.1.1 La COGESTION

Leçons : La COGESTION constitue la modalité principale de mise en œuvre du PAAPSSP. Cette approche présente de nombreux avantages, qui ont permis entre autre (1) d'assurer une appropriation totale, par les agents impliqués à tous les niveaux (centraux et régionaux) des modalités d'intervention, mais aussi de (2) renforcer leurs capacités de planification, de suivi et de gestion.

Cependant, pour mettre en œuvre une telle approche de coresponsabilité (MEL – CTB), il semble nécessaire de s'assurer de la disponibilité et de la redevabilité des différentes parties afin que les obligations de résultats soient totalement partagées, aussi bien en terme de délais, respect des procédures, qualité, etc.

Propositions : Dans une logique de coopération bilatérale et pour une appropriation totale des effets d'un programme comme le PAAPSSP, la COGESTION est à promouvoir, tout en adaptant une approche plus réaliste callée sur les capacités réelles des différents acteurs. Le cumul de fonction des directeurs régionaux semble peu compatible avec la mise en œuvre d'un programme comme le PAAPSSP dont le volume et les procédures de mise en œuvre sont relativement contraignantes. Pour une prochaine intervention il semble nécessaire de préciser encore les modalités de partage de responsabilité, tout en gardant l'optique de l'appropriation.

2.5.1.2 La SMCL un outil de souplesse

Leçons : Le DTF constitue le cadre de référence du programme. Néanmoins sa déclinaison opérationnelle, nécessite d'avoir une certaine souplesse, afin d'identifier et mettre en œuvre les solutions qui permettent d'atteindre les résultats escomptés.

Les SMCL ont constitué un outil de pilotage totalement adapté à la mise en œuvre d'un tel programme, car elles permettaient aux parties prenantes dont les ordonnateurs d'entériner des choix et orientations stratégiques proposés par les équipes de terrains (UGP et UGR).

Propositions : Il est indispensable de garder un outil de pilotage souple qui permet de prendre les décisions nécessaires, pour adapter les modalités afin d'atteindre des résultats attendus.

2.5.1.3 Les délais et liens entre plusieurs phases

Leçons : Le délai initial de 48 mois était beaucoup trop court pour concevoir et mettre en œuvre une approche d'aménagements pastoraux qui repose sur un important travail préalable d'établissement de « consensus sociaux ». Néanmoins une fois que l'approche est rodée, que les besoins sont exprimés et priorisés par les acteurs imprégnés des démarches et outils à utiliser, il aurait été « facile » d'exécuter une deuxième phase de programme dans des délais beaucoup plus courts.

Propositions : Ce type d'intervention, qui était novateur pour la CTB en 2009, doit obligatoirement s'inscrire dans une logique de moyen terme (5 à 8 ans), sans ruptures de phase, comme cela est fait dans le cadre des appuis à la décentralisation par exemple. Cette intervention à moyen terme permettrait de ne pas perdre les acquis et avancées méthodologiques.

Dans le cadre de la préparation de la prochaine intervention il est proposé que la CTB, mais aussi le Ministère s'assure de « garder sous la main » les personnes qui ont été impliquées dans la conception et mise en œuvre du PAAPSSP. Ces acteurs devraient être totalement responsabilisés dans la finalisation et le suivi des activités mises en œuvre, notamment en terme d'aménagement, et installation des SVPP, mais aussi et surtout dans toutes les activités préparatoires de la prochaine phase.

2.5.2 Enseignements sur les choix stratégiques

2.5.2.1 Zones d'intervention et la cohérence pastorale

Leçons : L'intervention du PAAPSSP dans 3 régions est une bonne chose car elle a permis de tester et tirer de nombreuses leçons de la mise en œuvre d'une même démarche (pare-feux, appuis aux campagnes de vaccination, cadres de concertations, appuis aux structures du Code Rural, passation et suivi des marchés, etc.), avec des acteurs différents. Il ressort clairement que les « dynamiques institutionnelles » sont très fortement liées aux acteurs qui les mettent en œuvre. Intervenir dans 3 régions offre plus de souplesse pour avancer avec certains quand d'autres sont plus lent...

Propositions : Dans le cadre du pastoralisme, l'échelle régionale constitue une échelle minimum à prendre en compte afin d'y inclure les cohérences pastorales. En effet au vu des mouvements saisonniers des animaux il est recommandé de garder, comme future zone d'intervention au moins les 3 régions actuelles (Dosso, Maradi et Tahoua) voir même d'y intégrer les régions de Zinder et Tillabéry afin d'avoir un réel impact sur les « dynamiques de mobilité pastorales ».

2.5.2.2 Les domaines d'intervention

Leçons : Qui embrasse trop étroitement mal. Le PAAPSSP à travers ses 3 résultats, visait plus de 9 sous résultats complémentaires ayant des pondérations particulières. La multiplication des domaines et champs d'interventions attendus a nécessité que le programme fasse des choix stratégiques et opérationnels, validés lors de l'évaluation à mi-parcours. Le recentrage sur certains domaines clés, dont les aménagements, a permis d'atteindre les résultats principaux attendus.

Propositions : Dans le cadre d'une prochaine formulation, il sera nécessaire de bien identifier et circonscrire les domaines réalistes d'intervention sur lesquels il est possible en fonction des délais et des moyens mobilisés, d'apporter de réels changements. La mise en œuvre d'aménagements pastoraux (hydraulique et espaces pastoraux) reste un axe majeur pour de tels programmes, qui doit être couplée à la délivrance de services aux éleveurs. Ces services peuvent être aussi bien d'ordre

économique (filiales), sociaux (santé et éducation), sans oublier naturellement les indispensables services de santé animale.

2.5.2.3 Les synergies au sein des programmes CTB

Leçons : Les relations ARIMEL - PAAPSSP et PAPAT, ont permis d'intervenir à différents niveaux et sur des thématiques complémentaires. Néanmoins le phasage et les échanges opérationnels auraient et devraient encore être renforcés et mutualisés afin de tirer le meilleur des compétences et caractéristiques respectives des différents programmes CTB. Il en est de même avec les programmes PHVP (hydraulique) et PAMED (décentralisation), avec les lesquels le PAAPSSP a néanmoins développé des synergies ; (échanges de dossiers, lectures croisées et critiques des DAO, utilisation

Propositions : Dans le cadre des futures interventions il est nécessaire que la CTB se donne les moyens pour renforcer et optimiser les moyens humains et matériels dont elle dispose. Dans ce cadre la représentation à un rôle clé à jouer.

2.5.2.4 Les synergies avec les autres partenaires

Leçons : Dans le cadre de la mise en œuvre du PAAPSSP, certaines synergies ont été développées avec d'autres programmes et projets de développement à vocation pastorale, comme ceux de la coopération suisse, européenne et luxembourgeoise, notamment. Néanmoins en 5 ans d'intervention et en tant que chef de file du secteur de l'élevage, la coopération Belge n'a pas joué un rôle fédérateur important pour le secteur.

Propositions : Au vu de l'historique de l'intervention belge dans le secteur de l'élevage au Niger mais aussi et surtout des enjeux actuels et futurs de ce domaine du développement, il est proposé que la coopération belge à travers ses différents outils définisse et mette en œuvre une démarche beaucoup plus proactive, pour fédérer autour du Ministère de l'élevage de nombreux partenaires.

2.5.2.5 Le pastoralisme un domaine de connaissance à mieux comprendre

Leçons : Les systèmes pastoraux sont reconnus pour être relativement complexes. Cependant les très fortes dynamiques de changement qui s'y opèrent actuellement dues au fait notamment de l'évolution des modes de mise en valeur des espaces et ressources naturelles (pression et monétarisation), nécessitent une actualisation constante des connaissances de ce secteur afin de mieux définir les politiques et orientations stratégiques. Cette actualisation et mise en valeur des connaissances est d'autant plus importante et urgente, que de nombreux « détenteurs de savoirs » ; agents du Ministère, des universités ou de la société civile, sont relativement âgés et proches de la retraite.

En 5 ans d'intervention le PAAPSSP à travers ses activités de capitalisation, d'études ponctuelles et de recherches/actions a contribué modestement à ce développement de connaissance, qui reste néanmoins très en deçà des besoins réels.

Propositions : Dans le cadre de futures interventions, les relations et collaborations avec les universités (UAM, Universités régionales et les universités Belges) dans le domaine du pastoralisme sont à développer afin de contribuer à la formation des futurs cadres et concepteurs des politiques Nigériennes de développement. En plus de ces formations « académiques » et dans le cadre des départs à la retraite d'une masse importante de fonctionnaires très expérimentés et qualifiés du MEL mais aussi des autres parties prenantes, il est nécessaire qu'une démarche systématique de type « binômes sénior/junior » soit mise en œuvre, pour faciliter l'apprentissage et la passation de connaissance entre les deux générations.

2.5.3 Enseignements sur les choix opérationnels

2.5.3.1 Le R1 à travers le « renforcement institutionnel »

Leçons : L'identification et la mise en place d'un résultat « institutionnel » focalisé sur la coordination et le suivi de la prise en compte des dynamiques pastorales dans les politiques locales est totalement indispensable pour une telle intervention. Cependant les résultats atteints confirment la nécessité d'être plus « réaliste » sur les impacts et effet que peut avoir un tel programme sur les politiques nationales. Le passage de la SDR à l'I3N, tout comme la faible dynamique des collectivités régionales relèvent d'une « sphère d'influence » hors de contrôle du PAAPSSP.

Propositions : Ce type d'intervention est à reconduire pour un prochain programme afin notamment de contribuer à renforcer le « leadership » des différents acteurs et faciliter les processus de concertation/synergie autour de la thématique. Les deux niveaux de la décentralisation (commune et région) comme porte d'entrée est aussi à conserver.

2.5.3.2 Le R2 et l'implication des OPEL dans la mise en œuvre.

Leçons : Les OPEL, au Niger, jouent un rôle important dans les dynamiques pastorales. Dans le cadre du PAAPSSP, un sous résultat particulier leur était destiné (R21) ce qui a permis de mener de nombreuses activités, aussi bien avec les CRA, qu'avec certaines associations et organisations d'éleveurs. Néanmoins il est apparu que les outils de collaboration dont disposait le PAAPSSP et notamment les accords d'exécution et de financement n'étaient pas totalement adaptés aux capacités réelles de ce type d'acteur.

Propositions : Pour une prochaine phase il est nécessaire de mieux définir et circonscrire le niveau (national – local) et le type (groupement – faitière) de structures à appuyer. Il est aussi nécessaire de se donner les moyens « institutionnels » d'accompagnement de ces types d'acteurs qui bien qu'offrant de vrais services aux éleveurs sont généralement très faibles en capacité de gestion et de rendre compte financier. Pour ces types d'acteurs il est totalement nécessaire de mettre en œuvre une approche pragmatique et réaliste de type « subsides » afin de garder l'indispensable souplesse, gage de leur efficacité sur le terrain.

2.5.3.3 Le R2 et la réalisation des aménagements et infrastructures.

Leçons : La réalisation des aménagements et infrastructures, constitue le cœur et l'élément justificatif principal d'un programme comme le PAAPSSP. En effet les acteurs locaux, aussi bien les éleveurs que les élus et autorités administratives sont confrontés à de réelles difficultés d'accès à l'eau et aux pâturages, qui pour être levées nécessitent de mobiliser d'importants moyens financiers.

Ces moyens financiers « externes » sont nécessaires aussi bien pour réaliser (2) les processus sociaux préalables, basés sur la mise en relation et la concertation périodique de nombreux acteurs souvent éloignés (coût des rencontres) que pour réaliser les travaux proprement dits, (un seul forage pastoral peut coûter plus de 200 000 000Fcf, un puits pastoral 25 000 000 Fcf).

Au vu des enjeux et montants engagés pour de telles interventions, il est nécessaire de se donner les moyens de sa politique pour assurer le suivi et la mise en œuvre de travaux de qualité, pouvant répondre durablement aux attentes des bénéficiaires. Ces conditions réunies dans le cadre du PAAPSSP ont permis l'atteinte des résultats actuels.

Propositions : Les prochaines interventions doivent être structurées autour de la délivrance d'aménagements (hydraulique et espaces). En plus de ces « livrables physiques », l'intervention doit

prendre en compte l'accompagnement des dynamiques de gestions et de valorisation, tout particulièrement pour les ressources fourragères qui leurs sont liées. Ces accompagnements doivent néanmoins être « réalistes » afin d'intégrer et de coller aux réelles dynamiques locales. En effet l'étude de capitalisation menée par le PAAPSSP en 2011, confirme que les populations adaptent toujours les modes de gestion en fonction de leurs propres dynamiques et non des orientations « décrétées » par l'extérieur.

2.5.3.4 Le R2 et la sécurisation foncière des aménagements.

Leçons: Les enjeux et dynamiques foncières actuelles (pression et monétarisation), entraînent d'importants changements dans les modes d'exploitation des espaces et ressources naturelles. La mobilité des troupeaux, nécessaire à la mise en valeur complémentaire des espaces pastoraux du Nord (saison des pluies) et des espaces agricoles du Sud (saison sèche), est de plus en plus complexe et difficile. Les structures du Code Rural constituent un cadre de concertation opportun, car collégial (élus, autorité traditionnelles et administratives, services techniques, société civile) pour accompagner les processus de décisions en vue de définir les règles locales d'aménagement. C'est en passant à travers ces structures que l'ensemble du processus d'identification, priorisation et de sécurisation à été mis en œuvre au PAAPSSP.

Néanmoins même si le CODE RURAL de part ses institutions (SPR, COFO) et dispositions (textes) constitue une valeur ajoutée certaine, il reste un niveau d'intervention relativement faible qui nécessite des appuis spécifiques et à la hauteur des enjeux liés aux dynamiques foncières.

Propositions: Les nouvelles interventions doivent continuer d'intégrer et de renforcer les institutions du Code Rural aux différents niveaux afin que chacun d'eux puisse pleinement jouer son rôle. Le niveau national et régional fixent le cadre global (texte et schéma), le niveau départemental (coordonne et contrôle), quand les niveaux communaux et de base (assurent la proximité avec les utilisateurs).

2.5.3.5 Le R3 et l'intervention dans le domaine de la santé animale.

Leçons: La santé animale reste un domaine clé de l'accompagnement des systèmes d'élevage, qui a été pris en compte à sa juste valeur dans le cadre du PAAPSSP, en renforçant aussi bien l'offre de services des acteurs publics (STD) que privés (SVPP). Cependant pour appuyer le développement des acteurs privés, les modalités d'intervention promues par le PAAPSSP n'étaient pas totalement adaptées notamment pour leur installation. La mise en œuvre de l'Accord de Financement avec VSF a néanmoins permis d'arriver globalement aux résultats escomptés. Les appuis, à travers des subventions, réalisés dans le cadre des campagnes de vaccination aussi bien vers les STD que les privés, posent néanmoins la question de la durabilité.

Propositions: Pour une nouvelle intervention, il semble nécessaire de veiller à améliorer l'offre globale du service de santé animale afin de répondre aussi bien aux attentes de l'Etat, éradication de la PPR et péripneumonie, que des éleveurs beaucoup liées aux maladies comme la pasteurellose, les charbons etc. Cependant que ce soit avec l'Etat ou les privés la mise en œuvre d'un service de santé animale, notamment dans les zones pastorales, nécessite toujours de mobiliser des moyens financiers conséquents.

2.5.3.6 Le R3 et la valorisation économique des productions pastorales.

Leçons: La valorisation des productions pastorales reste la finalité des éleveurs. Dans ce cadre l'appui aux filières reste une approche pertinente. Néanmoins dans le cadre du PAAPSSP, nous avons été confrontés aux difficultés d'identification des modalités adaptés de collaboration à mettre en œuvre. Que ce soit pour la filière lait ou la filière novatrice VDN, ce type d'appui nécessite d'avoir une très grande souplesse, peu compatible avec les pratiques de gestions financières promues par le PAAPSSP.

En complément à ces appuis directs aux filières le PAAPSSP a accompagné la réalisation de nombreuses études aussi bien avec la DGPIA, que l'INRAN et l'Université afin de mieux caractériser et comprendre les dynamiques économiques actuelles.

Propositions : Accompagner la valorisation économique des productions reste un élément important à prendre en compte, mais nécessite de se doter de modalités d'intervention adaptées, notamment pour appuyer les acteurs privés. La filière « fourrage », constitue une opportunité pour croiser aussi bien les attentes des producteurs, en améliorant l'offre d'alimentation, que celles d'opérateurs à la recherche de nouvelles activités commerciales.

2.5.3.7 Le R3 et l'amélioration génétique.

Leçons : Le PAAPSSP constituait une suite et une évolution des projets Azawak et chèvres rousses. Le cadre d'intervention (CMB, coopératives d'éleveurs sélectionneurs, groupement de femmes) était très spécifique et limité. La revue à mi-parcours a confirmé que les groupes cibles de ce type d'approche cadrent peu avec les résultats plus structurant attendus du PAAPSSP.

Propositions : L'amélioration génétique, domaine très particulier des systèmes d'élevage, doit être abordée de façon spécifique, par des approches qui se focalisent prioritairement sur ces points. Actuellement il existe au Niger des partenaires plus adaptés que la coopération belge pourrait directement appuyer pour poursuivre cet accompagnement.

2.6 Recommandations

Recommandation : Stratégie pays	Public cible
Continuer de prendre en compte le secteur élevage, à travers ses différents modes de mise en valeur (pastorale et sédentaire) dans la définition et mise en œuvre des futures interventions en milieu rural au Niger (PIC)	DGD CTB
Etablir des liens beaucoup plus opérationnels entre les différents projets et programmes du secteur rural de la CTB à travers notamment des SLA et accords de subsides avec les ONG.	CTB
Recommandation : Stratégie sectorielle	Public cible
Accompagner et faciliter le développement du Leadership du Ministère notamment dans ses relations avec les autres PTF.	MEL CTB
Accompagner la création et le développement de compétences spécifiques et actualisées dans le domaine du pastoralisme, notamment dans la perspective des futurs départs à la retraite des cadres actuels du ministère; <i>programme « bourses », renforcement des capacités des jeunes recrues du MEL, appuis aux échanges universitaires, etc.</i>	CTB
Concentrer ses efforts sur les enjeux majeurs à savoir l'accès et la valorisation des ressources pastorales, dans une logique de décentralisation, afin d'aider les bénéficiaires à mieux appréhender et mettre en œuvre les nécessaires changements de mode de production (<i>culture fourragère, valorisation et transformation des pailles et foin, etc.</i>).	CTB
Accompagner la mise en place et l'animation d'un système d'alerte pastoral apte à offrir des réponses rapides et appropriées en cas de crise pastorale.	MEL CTB
Recommandation : Stratégie de sortie	Public cible
S'assurer de la remise, aux structures du Code Rural dont les COFODEP, des actes de sécurisation et schéma établis puis accompagner leur inscription au dossier rural.	MEL
Effectuer, dans le cadre des missions de réception définitive, financées en 2016, des missions de contrôles de mise en valeur des aménagements réalisés.	MEL CTB

Finaliser et valoriser les supports de capitalisation, notamment en créant un CD de compilation des données et outils produites dans le cadre du PAAPSSP.	MEL DEP
Créer au sein du MEL une « cellule » qui assurera la mise en œuvre des activités de consolidation des acquits du PAAPSSP, mais aussi facilitera la préparation et mise en œuvre de toutes les activités préparatoires de la prochaine intervention dans le secteur	MEL
Recommandation : Prochaine intervention	Public cible
Impliquer les personnes responsabilisées dans la mise en œuvre du PAAPSSP, lors de la formulation de la prochaine intervention.	MEL
Mobiliser dans les meilleurs délais les moyens nécessaires (ressources humaines et financières), pour amorcer la préparation de la prochaine intervention	MEL CTB

3 SYNTHÈSE DU MONITORING (OPERATIONNEL)

3.1 Suivi des décisions prises par la SMCL

n°SMCL date	Décisions	Commentaires
n°2 oct 2010	création du poste et de la ligne budgétaire pour le responsable national création de la ligne « prise en charge des DRE »	Ces décisions opérationnelles traduisent l'esprit du DTF, dans lequel le MEL mobilisait ses ressources humaines sur financement propre. Dans la pratique et au vu de la quantité des activités à réaliser il a été décidé de faciliter la mobilisation des ressources humaines du MEL.
n°3 fév 2011	préparer la réalisation d'une étude d'impact environnementale	prévue dans les textes du Niger mais non dans le DTF, traduit la volonté de s'aligner sur les politiques nationales.
n°5 fév 2012	rejet de la création d'un deuxième ATN au niveau des UGR mais OK pour mobiliser un agent du MEL avec le libellé (COT) chargé d'opération terrain	traduit encore le manque de ressources humaines mobilisés pour la mise en œuvre des activités sur le terrain. en pratique les 3 COT issus du Mel prennent fonction en juillet 2013 !!!
n°6 juillet 2012	validation du principe d'établir des AE et AF avec les ONG partenaires pour accompagner l'installation des SVPP et des filières lait et viande séchée	c'est un tournant important, qui acte la capacité que le PAAPSSP se donne pour déléguer la mise en œuvre de certaines activités.
n°7 mars 2013	validation de la base line et du S&E	le rapport final d'évaluation à mi-parcours est produit en nov 2012. Il sert de base à la proposition de recentrage des activités sur les aménagements, pour lesquels le processus de demande de prolongation est enclenché.
	approbation du principe de la prolongation de 12 mois (clôture en 07-2015) renforcement des ressources humaines dans le domaine de l'hydraulique. Création du poste d'ATN et contractualisation avec un bureau d'appui international	
n°10 avril 2014	prolongation de 18 mois, (clôture déc. 2015)	une dernière adaptation des modalités de mise en œuvre notamment pour fluidifier les décisions relatives à l'attribution des marchés publics.
	prise en charge du RAFI multi-projet Changement des règles de signature des ANO pour accélérer les procédures des MP	
n°13 sept. 2015	approbation du plan de clôture	
n°14 déc 2015	approbation du rapport narratif final	

Comme l'indique le tableau ci-dessus, mais aussi l'ensemble des PV y relatifs, la SMCL en tant qu'organe de décision et d'orientation a totalement joué son rôle en prenant les décisions idoines aussi en ce qui concerne le fonctionnement du PAAPSSP, que les orientations stratégiques.

3.2 Dépenses

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of NER0802611

Project Title : **Appui à l'aménagement pastoral et à la sécurisation des systèmes pastoraux**

Budget Version : **G1**

Currency : **EUR**

YtD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

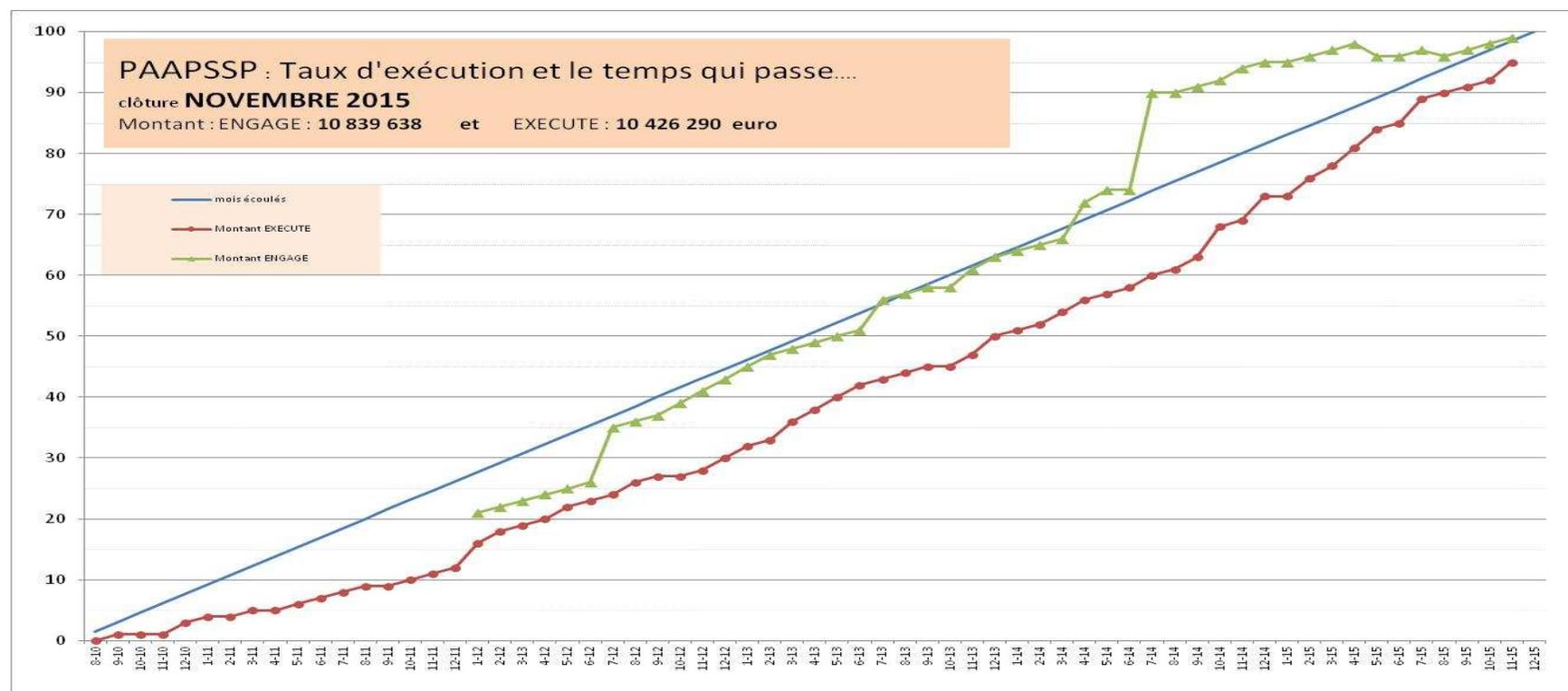
	Status	Fin Mode	Amount	Expenses					Total	Balance	%
				Start to 2011	2012	2013	2014	2015			
A LES CAPACITÉS DE PLANIFICATION, DE SUIVI, DE			721.109,00	183.069,36	223.254,43	168.466,91	72.871,43	71.504,03	719.166,17	1.942,83	100%
01 Un diagnostic et une planification du			487.572,00	129.216,11	191.041,20	103.039,85	42.785,39	21.907,65	487.990,21	-418,21	100%
01 Organisation de la démarche de		COGEST	28.540,00	14.790,60		13.749,86		0,00	28.540,47	-0,47	100%
02 Formation pour le renforcement des		COGEST	20.494,00	6.740,80	13.277,10	0,00	475,64	0,00	20.493,54	0,46	100%
03 Organisation d'ateliers locaux et régional		COGEST	37.996,00	14.702,68		21.364,68	1.928,16	0,00	37.995,52	0,48	100%
04 Renforcement des capacités de		COGEST	27.480,00		6.806,33	20.298,78	243,92	131,09	27.480,13	-0,13	100%
05 Equipement et fonctionnement nécessaire		COGEST	283.972,00	86.217,86	159.192,52	30.951,43	7.610,44	0,00	283.972,25	-0,25	100%
06 Prise en charge Directeurs Régionaux		COGEST	89.090,00	6.764,16	11.765,25	16.675,09	32.527,23	21.776,56	89.508,30	-418,30	100%
02 L'évaluation-planification annuelle du			162.813,00	44.115,07	28.686,63	49.661,63	22.001,72	20.088,50	164.553,54	-1.740,54	101%
01 Organiser des ateliers communaux et		COGEST	75.497,00	39.014,10	9.124,97	27.358,18		0,00	75.497,25	-0,25	100%
02 Participation et soutien au comité de		COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
03 Organisation de séances d'information et		COGEST	605,00			0,00	605,21	0,00	605,21	-0,21	100%
04 Structure Mixte de Concertation Locale		COGEST	9.705,00	3.314,20	1.291,11	3.380,56	207,45	4.005,28	12.198,60	-2.493,60	126%
05 Suivi / Evaluation		COGEST	77.006,00	1.786,77	18.270,55	18.922,89	21.189,05	16.083,22	76.252,48	753,52	99%
03 Les acteurs régionaux sont impliqués			70.724,00	9.738,18	3.526,60	15.765,43	8.084,32	29.507,88	66.622,42	4.101,58	94%
01 Réalisation d'une enquête initiale et de		COGEST	6.440,00			6.440,48		0,00	6.440,48	-0,48	100%
02 Capitalisation et valorisation des acquis		COGEST	45.766,00	7.460,40	3.197,31		3.393,13	21.413,26	35.464,10	10.301,90	77%
03 Suivi coordination inter régionale de la		COGEST	4.247,00	2.277,79	329,29	1.579,27	60,98	6.199,68	10.447,01	-6.200,01	246%
04 Organisation atelier thématique de		COGEST	14.271,00			7.745,68	4.630,21	1.854,94	14.270,83	0,17	100%

B L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES EST		5.241.565,00	462.201,30	458.227,91	758.428,64	1.519.575,42	1.403.051,64	4.601.484,91	640.080,09	88%
01 Intégration et renforcement des		191.556,00	12.523,07	63.521,53	79.531,17	33.375,69	3.105,79	192.057,24	-501,24	100%
01 Organisation d'atelier annuels et mise sur	COGEST	7.603,00		7.603,40			0,00	7.603,40	-0,40	100%
02 Renforcement soutien aux CRA mise au	COGEST	54.074,00	12.523,07	21.845,47	10.527,28	9.177,85	489,97	54.563,65	-489,65	101%
03 Mise en place dispositif de gestion du	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
04 Préqualification des Opel éligibles au	COGEST	1.893,00		1.893,04			0,00	1.893,04	-0,04	100%
05 Appui au montage de projet d'initiatives	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
06 Organisation des sessions du comité	COGEST	127.986,00		32.179,61	69.003,89	24.197,84	2.615,82	127.997,15	-11,15	100%
07 Organisation des comités d'évaluation des	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
02 Appui aux initiatives locales		3.548.611,00	269.346,04	251.715,47	480.430,02	1.174.424,70	855.354,07	3.031.270,30	517.340,70	85%
01 Appui planification aménagt pastoral	COGEST	143.670,00	104.906,58	22,87	873,53	37.866,70	0,00	143.669,68	0,32	100%
02 Evaluation des expériences	COGEST	52.000,00	11.080,45	4.067,65	14.123,68		0,00	29.271,78	22.728,22	56%
03 Etudes de faisabilité pour l'aménagement	COGEST	77.647,00	2.552,53	13.665,87	61.221,26	207,13	135,68	77.782,48	-135,48	100%
04 Mise sur pieds système décision gestion	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
05 Financement et mise en œuvre	COGEST	3.241.436,00	150.806,48	233.959,08	400.551,62	1.127.008,27	844.694,30	2.757.019,74	484.416,26	85%
06 Organisation système de suivi et gestion	COGEST	33.858,00			3.659,93	9.342,60	10.524,09	23.526,62	10.331,38	69%
03 Sécurisation foncière de l'accès aux		1.501.398,00	180.332,18	142.990,92	198.467,46	311.775,03	544.591,78	1.378.157,37	123.240,63	92%
01 Identification des espaces	COGEST	61,00		60,98	0,00		0,00	60,98	0,02	100%
02 Renforcement du réseau des structures	COGEST	267.903,00	74.004,00	27.137,10	49.308,36	77.438,63	52.778,61	280.666,71	-12.763,71	105%
03 Appui logistique et méthodologique prép	COGEST	4.234,00	686,02		3.547,66		0,00	4.233,68	0,32	100%
04 Facilitation du processus d'accords	COGEST	4.397,00			4.397,30		0,00	4.397,30	-0,30	100%
05 Appui à la maîtrise d'ouvrage des travaux	COGEST	952.453,00	417,25	64.767,23	110.354,90	193.124,35	451.868,67	820.532,40	131.920,60	86%
06 Enregistrement et versement au dossier	COGEST	17.354,00			212,21	8.223,91	7.468,00	15.904,12	1.449,88	92%
07 Contribution au SAF Régional pour	COGEST	48.764,00	14.946,73	12.527,56	16.827,48	2.485,38	8.037,75	54.824,90	-6.060,90	112%
08 Suivi contrôle de mise en valeur des	COGEST	29.308,00				23.051,41	10.496,19	33.547,60	-4.239,60	114%
09 Audit et équipement complémentaire des	COGEST	176.924,00	90.278,17	38.498,05	13.819,55	7.451,35	13.942,56	163.989,68	12.934,32	93%

C Les productions des systèmes pastoraux		1.848.969,00	310.116,59	377.111,51	644.057,85	381.119,91	122.978,47	1.835.384,32	13.584,68	99%
01 La santé animale est améliorée		1.375.221,00	235.302,80	308.377,77	419.907,90	292.441,92	97.347,29	1.353.377,69	21.843,31	98%
01 Organisation d'ateliers de capitalisation et	COGEST	4.184,00	4.183,66	0,00	0,00		0,00	4.183,66	0,34	100%
02 Soutien aux services publics exercice	COGEST	120.889,00	514,29	9.436,08	257,79	2.241,00	84.341,80	96.790,96	24.098,04	80%
03 Sélection et contractualisation avec un	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
04 Soutien et suivi des SVPP existants	COGEST	221.651,00	4.662,94	60.685,38	86.261,56	70.040,73	0,00	221.650,62	0,38	100%
05 Appui à l'installation de nouveaux SVPP	COGEST	243.187,00	5.482,35	12.047,50	122.850,67	95.337,48	7.468,69	243.186,69	0,31	100%
06 Soutien à l'investissement communal	COGEST	152.660,00		32.348,16	66.704,40	50.463,87	5.181,81	154.698,24	-2.038,24	101%
07 Appui aux services publics là où pas de	COGEST	583.578,00	218.517,72	149.487,15	141.076,48	74.358,84	354,99	583.795,18	-217,18	100%
08 Réhabilitation Direction Régionale Elevage	COGEST	49.072,00	1.941,85	44.373,50	2.756,99		0,00	49.072,34	-0,34	100%
02 Les productions animales sont valorisées		388.419,00	28.941,23	45.606,61	209.750,95	86.868,15	25.509,22	396.676,16	-8.257,16	102%
01 Organiser une réflexion capitalisation exp	COGEST	2.100,00			2.099,68		0,00	2.099,68	0,32	100%
02 Recensement des financements et	COGEST	46,00				45,73	0,00	45,73	0,27	99%
03 Appui conseil aux structures de gestion	COGEST	0,00	0,00				0,00	0,00	0,00	7%
04 Organisation de voyages d'échanges	COGEST	18.304,00	1.295,82	179,26	16.829,30		0,00	18.304,38	-0,38	100%
05 Faisabilité des initiatives recherche action	COGEST	3.499,00			3.498,70		0,00	3.498,70	0,30	100%
06 Financement et suivi de la mise en œuvre	COGEST	364.470,00	27.645,41	45.427,35	187.323,27	86.822,41	25.509,22	372.727,67	-8.257,67	102%
03 Le potentiel génétique des races est		85.329,00	45.872,56	23.127,12	14.399,00	1.809,85	121,96	85.330,47	-1,47	100%
01 financement d'activités prioritaires de	COGEST	26.127,00	8.878,63	5.793,59	11.455,20		121,96	26.249,38	-122,38	100%
02 Appui à l'élaboration de plans d'affaire	COGEST	2.983,00	2.983,39				0,00	2.983,39	-0,39	100%
03 Elargissement soutien réseau éleveurs	COGEST	9.490,00	5.045,22	2.839,97	1.605,17		0,00	9.490,37	-0,37	100%
04 Mise en œuvre pilote stratégie de gestion	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
05 Identification et appui conseil aux petits	COGEST	0,00					0,00	0,00	0,00	7%
06 Soutien technique et suivi des troupeaux	COGEST	17.614,00		14.343,77	1.338,62	1.809,85	0,00	17.492,24	121,76	99%
07 Renforcement personnel et équipement	COGEST	29.115,00	28.965,31	149,78			0,00	29.115,09	-0,09	100%

3.3 Taux et rythme de décaissement

Source de financement	Budget en euro	Dépenses cumulées au 30-11-2015	Taux cumulé	Commentaires et remarques
Contribution Belge	11 000 000	10 426 290	95% exécuté 99% engagé	la courbe d'engagement (verte), indique les étapes clés de la mise en œuvre ; 07-2011, signature des AF avec les ONG VSF et CESAO, signature des marchés de puits 07-2012 et 07-2014 signature du marché des 4 forages. Ces étapes d'engagement franchies ont permis un décaissement relativement linéaire.
Contribution Niger	2 514 282	1 933 217	76% exécuté	



3.5 Marchés publics CF fichier Excel 15-1207 suivi des décomptes et paiements

SUIVI DES MARCHES DU PAAPSSP (TFS régie et cogestion)																	
N°	OBJET	Contractants	Type	Type MP, CC, CF, Gâ	REFERENCE			ENGAGEMENT	TOTAL paiement	Solde	RECEPTION					caution de bonne exécution OK NO	ETAT
					n° Ligne Budgétaire	NER	Marché				Montant actualisé en mai et sept 2015	date RP prévue	date RP réelle	délais RP - R	date RDprévi		
1	PDS Lancement PAAPSSP	Best Consult	S			NER 077		23 700 000	23 700 000	0	12/07/2010	12/08/2015	NA				Clôturé
2	Equipt. informatique	BUROPA	F	MP		NER 091		15 163 000	15 163 000	0	28/02/2011		365				Clôturé
3	Etude ?	ONG RAIL	S	CF			n°001 / 2010	9 702 000	9 702 000	0	01/03/2011		NA				Clôturé
4	Suivi pare-feux 2011	BADAMASSI Djariri	S	CF	B0205		n°001 / 2011	5 400 000	5 400 000	0	20/03/2011		NA				Clôturé
5	PDS Suivi batiment	Cabinet Bala et Himo	S				n°002 / 2011	3 005 845	3 005 845	0	26/07/2012		NA				Clôturé
6	Etude ?	DR BAARE Amadou	S				n°003 / 2011	1 000 000	1 000 000	0	09/06/2011		NA				Clôturé
7	Etude aménagements	ONG TABAGHOR	S				n°004 / 2011	8 894 000	8 894 000	0	07/08/2011		NA				Clôturé
8	PDS règlement intérieur	Cabinet EFIC	S				n°005 / 2011	3 225 000	3 225 000	0	08/08/2011		NA				Clôturé
9	Maintenance info 2011	TOUTELEC	S				n°006 / 2011	525 000	525 000	0	20/05/2012		NA				Clôturé
11	Etude système d'élevage	GREMAH Amadou	S				n°007 / 2011	7 450 000	7 450 000	0	12/09/2011		NA				Clôturé
12	Assistance infor, pour marchés	TOUTELEC	S				n°008 / 2011	1 250 000	1 250 000	0	10/06/2011		NA				Clôturé
13	Etude représentativité	Cabinet CETIC Consult	S				n°009 / 2011	6 991 000	6 991 000	0	17/08/2011		NA				Clôturé
14	PDS Suivi batiment	Cabinet Bala et Himo	S				n°010 / 2011	2 545 000	2 545 000	0	18/07/2011		NA				Clôturé
15	Equipt. véhicule	La Nig. de l'Aut.	F	MP		NER107	n°011 / 2011	245 250 000	245 250 000	0	17/12/2011						Clôturé
16	Equipt. véhicule	La Nig. de l'Aut.	F	MP		NER107	Avenant N°1	43 250 000	43 250 000	0	16/02/2012						Clôturé
17	Equipt. informatique	BUROPA	F	MP		NER113	n°012 / 2011	7 200 000	7 200 000	0	01/12/2011						Clôturé
18	Equipt. informatique	ASK Informatique	F	MP		NER113	n°013 / 2011	19 261 081	19 261 081	0	31/12/2011						Clôturé
19	Travaux fonç. puits - Mayahi 2011	ENT. Sabiou Malam Abdou-Lot 1	T	MP	B0205	NER111	n°014 / 2011	34 916 000	32 544 696	0	11/05/2012		365	30/12/1900	fait		Clôturé
21	Travaux fonç. puits - Mayahi 2011	ENT. Malam Sofio Oumarou-Lot 2	T	MP	B0205	NER111	n°015 / 2011	42 125 600	28 143 200	0	11/05/2012				fait		Clôturé
	SVPP Vaccination	SVPP - Abalak - SAPROX	S	GâG	C0104		014/2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
22	SVPP Vaccination	SVPP Boboye-Falmey - VETOPROX DU DALLOL	S	GâG	C0104		015/2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé

Travaux balisage Mayahi 2011	ENT. Zakari Maman	T	MP	B0305	NER112	n°16 / 2011	14 449 000	14 449 000	0	11/05/2012				fait		Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Bouza - SEVEROX	S	GàG	C0104		016/2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Dakoro - PROXVET	S	GàG	C0104		n°017 / 2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Madaoua - SEVEPROX	S	GàG	C0104		n°018 / 2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Konni - SEVEPROX	S	GàG	C0104		n°019 / 2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Illéla - CEVEPROX	S	GàG	C0104		n°020 / 2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Dosso - PROVET	S	GàG	C0104		n°021 / 2011	5 000 000	5 000 000	0	09/04/2012		NA				Clôturé
Suivi pare-feux 2012	BADAMASSI Djariri	S	CF	Z0104		n°022 / 2012	4 895 000	3 438 753	0	04/04/2012		NA				Clôturé
Batiment DRE Dosso	ENT. Ben Moussa	T	MP		NER119	n°023 / 2012	32 469 505	29 222 554	0	06/09/2012				fait en administrativement		Clôturé
Batiment UGP Niamey	ENT. Djibo Maïga	T	MP	A0105	NER122	n°024 / 2012	59 124 550	58 674 535	0	11/08/2012						Clôturé
PDS suivi hydraulique	CEH-SIDI/AGECHRAU (Etude)	S	MP	B0205	NER124	n°025 / 2012	36 675 000	36 674 400	0	08/11/2015		NA				Clôturé
PDS suivi hydraulique	CEH-SIDI/AGECHRAU (Suivi)	S	MP	B0205	NER124	n°025 / 2012	130 950 000	121 459 252	9 490 748							En cours
Equipt. Machine à glace	ETS S.A.O	F	MP	C0106	NER128	n°026 / 2012	68 460 000	66 885 420	0	03/03/2013						Clôturé
Travaux balisage Mayahi 2012	ENT. MAD/EB/TP	T	MP	B0305	NER131	n°027 / 2012	18 634 426	18 811 728	0	11/04/2013				fait		Clôturé
Travaux balisage Mayahi 2012	ENT. ENTUR	T	MP	B0305	NER131	n°028 / 2012	25 917 400	22 229 331	0	04/04/2013				fait		Clôturé
Travaux balisage Mayahi 2012	ENT. WASSARA	T	MP	B0305	NER131	n°029 / 2012	36 517 427	32 865 685	0	04/04/2013				fait		Clôturé
	Mahamadou Halidou	S				n°030 / 2012	1 005 000	1 005 000	0	21/12/2012		NA				Clôturé
	Mohamed Abdoulaye	S				n°031 / 2012	1 945 000	1 945 000	0	21/12/2012		NA				Clôturé
Travaux fonç. puits - Mayahi 2012	ENT. EPB / Lot 2	T	MP	B0205	NER132	n°032 / 2012	39 338 800	30 349 826	1 800 523	22/06/2013	19/03/2015	365	18/03/2016		OK	attente RD
SVPP Vaccination	SVPP Boboye / Falmey - VETOPROX DU DALLLOL	S	GàG	C0104		n°033 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	05/04/2013		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Dosso - PROVET	S	GàG	C0104		n°034 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	05/04/2013		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Dakoro - PROXVET	S	GàG	C0104		n°035 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	05/04/2013		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Abalak - SAPROX	S	GàG	C0104		n°036 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	10/04/2013		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Madaoua - SEVEPROX	S	GàG	C0104		n°037 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	05/04/2013		NA				Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Konni - SEVEPROX	S	GàG	C0104		n°038 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	05/04/2013		NA				Clôturé

SVPP Vaccination	SVPP - Illéla - CEVEPROX	S	GàG	C0104		n°039 / 2012	6 337 500	6 337 500	0	05/04/2013		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Bouza - SEVEROX	S	GàG	C0104		n°040 / 2012	6 337 500	6 337 499	1	04/04/2013		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Douchi / Tibiri CAVET-PRO	S	GàG	C0104		n°041 / 2012	6 337 500	6 337 501	-1	04/04/2013		NA					Clôturé
SVPP Vaccination NOK AE 32 Dosso	SVPP - Mayahi - CAVEMA	S	GàG	C0104		n°042 / 2012		-	0	26/11/2012		NA					Clôturé
SVPP Vaccination NOK AE 33 DRE Mo	SVPP - Guidan Rumdji - NEZVET	S	GàG	C0104		n°043 / 2012		-	0	23/11/2012		NA					Clôturé
Etude analyse stratégies socio-économ	BADAMASSI Djariri	S	CF	C0206		Cont. DGPIA	9 885 000	9 465 000	0	01/04/2013		NA					Clôturé
PDS cartographie	Moukaila Maliki (+Avenant)	S	CF	B0307		n°045 / 2013	7 573 800	7 573 800	0	26/05/2014		NA					Clôturé
Travaux fonç. puits - Mayahi 2013	ENT. EPB / Lot 1	T	MP	B0205	NER 142	n°046 / 2013	35 320 400	26 501 364	1 576 990	19/11/2013	18/03/2015	365	17/03/2016			OK	attente RD
Travaux réhab. puits Dosso	ENT. Yara Idrissa (+ Avenant)	T	MP	B0205	NER 143	n°047 / 2013	34 999 844	27 413 276	0	14/11/2014	30/09/2015	365	29/09/2016			NOK	En cours
Travaux réhab. puits Maradi	ENT. EFEOH (+Avenant)	T	MP	B0205	NER 143	n°048 / 2013	47 440 525	42 551 918	0	14/11/2014						OK	Clôturé
Travaux réhab. puits Tahoua	ENT. ESI	T	MP	B0205	NER 143	n°049 / 2013	25 619 021	25 619 021	0	14/11/2014							Clôturé
Travaux réhab. puits Tahoua	ENT. ESI	T	MP	B0205	NER 143	n°050 / 2013	83 967 250	-	0	14/11/2014							Annulé
PDS Suivi bâtiment	Cabinet Bala et Himo	S				n°051 / 2013	1 300 000	1 300 000	0	06/11/2013		NA					Clôturé
Batiment SPR Dosso	ENT. Chékaraou Waziri (+Avenant)	T	CF	B0309		n°052 / 2013	9 944 484	8 491 435	497 224	06/11/2013	12/10/2015	365	11/10/2016			OK	attente RD
SVPP Vaccination	SVPP - Abalak - SAPROX	S	GàG	C0104		n°053 / 2013	4 375 000	4 375 000	0	16/05/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Madaoua - SEVEPROX	S	GàG	C0104		n°054 / 2013	4 375 000	4 375 000	0	21/05/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Illéla - CEVEPROX	S	GàG	C0104		n°055 / 2013	4 375 000	4 375 000	0	30/04/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Dakoro - PROXVET	S	GàG	C0104		n°056 / 2013	4 375 000	4 375 000	0	16/01/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP Boboye / Falmey - VETOPROX DU DALLOL	S	GàG	C0106		n°057 / 2013	4 375 000	4 375 000	0	13/05/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Dosso - PROVET	S	GàG	C0104		n°058 / 2013	4 375 000	4 375 000	0	28/05/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Douchi / Tibiri CAVET-PRO	S	GàG	C0104		n°059 / 2013	6 625 000	6 625 024	-24	13/05/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Mayahi - CAVEMA	S	GàG	C0104		n°060 / 2013	6 625 000	6 625 000	0	13/05/2014		NA					Clôturé
SVPP Vaccination	SVPP - Guidan Rumdji - NEZVET	S	GàG	C0104		n°061 / 2013	6 625 000	6 625 000	0	07/05/2014		NA					Clôturé
PDS Suivi des AF n°3&4	BADAMASSI DJARIRI	S	CF	B0306		n°062 / 2014	9 349 997	9 349 997	-0	24/09/2014		NA					Clôturé
	Hassane AMADOU	S				n°063 / 2014	9 450 000	9 450 000	0	23/09/2014		NA					Clôturé

Etude OAPI Cuir Chèvre rousse	BADAMASSI DJARIRI	S	CF	C0206		Cont. DGPIA	3 310 000	3 310 000	0	13/03/2014		NA				Ciôturé
Etude OAPI Kilichi	SEYDOU BEIDARI	S	CF	C0206		Cont. DGPIA	3 700 000	3 700 000	0	13/03/2014		NA				Ciôturé
Etude OAPI Tchoukou	DJIBRILLOU ABOUBACAR	S				Cont. DGPIA	3 490 000	3 490 000	0	13/03/2014		NA				Ciôturé
Etude prix de la viande	MAZOU IBRAHIM	S				Cont. DGPIA	5 660 000	5 660 000	0	00/01/1900		NA				Ciôturé
Travaux fonç. puits - Dosso	ENT. SOGETIE	T	MP	B0205	NER 152	n°064 / 2014	99 999 836	63 076 698	36 923 138	14/11/2014	30/09/2015	365	29/09/2016		OK	attente RD
Travaux fonç. puits - Dosso	ENT. SAIDOU ALSO	T	MP	B0205	NER 152	n°065 / 2014	109 999 885	91 564 218	18 435 667	12/11/2014	10/08/2015	365	09/08/2016		OK	attente RD
Travaux fonç. puits - Dosso	ENT. SOGETIE	T	MP	B0205	NER 152	n°066 / 2014	99 999 836	75 266 456	24 733 380	14/11/2014	30/09/2015	365	29/09/2016		OK	attente RD
Equipt Groupes électrogènes	ENT. S.A.C.I.	F	MP	C0106	NER 155	n°067 / 2014	25 500 000	24 225 000	1 275 000	06/07/2014	17/09/2014	365	17/09/2015		NOK	Sous garantie
PDS suivi hydraulique	HYDROCONSEIL	S	MP	B0205	NER 156	Contrat CTB	19 829 580	19 829 580	0	31/12/2015		NA				Ciôturé
Travaux fonç. puits - Maradi	ENT. DAN LARABAWA	T	MP	B0205	NER 154	n°068 / 2014	125 860 000	112 854 038	13 005 962	16/10/2015	15/10/2015	365	14/10/2016		OK	attente RD
Travaux fonç. puits - Maradi	ENT. MAHAMAN LAOUALI NAIRA	T	MP	B0205	NER 154	n°069 / 2014	74 780 000	62 510 393	12 269 607	05/09/2015	30/09/2015	365	29/09/2016		OK	attente RD
Travaux fonç. puits - Maradi	ENT. MAHAMAN MAKI MALLAM	T	MP	B0205	NER 154	n°070 / 2014	91 210 026	75 388 719	15 821 307	26/08/2015	30/09/2015	365	29/09/2016		OK	attente RD
Travaux station de pompage	ENT. FORACO	T	MP	B0205	NER 168	n°071 / 2014	799 735 652	640 286 814	159 448 838	06/07/2015		365			OK	En cours
Travaux Balisage	ENT. RABO	T	MP	B0305	NER 172	n°072 / 2014	32 074 281	30 086 985	1 987 296	16/06/2015	04/07/2015	365	03/07/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. RABO	T	MP	B0305	NER 172	n°073 / 2014	37 994 283	35 700 642	2 293 641	16/06/2015	30/06/2015	365	29/06/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. MAD/B.T.P.	T	MP	B0305	NER 172	n°074 / 2014	21 125 063	19 252 455	1 872 608	07/06/2015	19/06/2015	365	18/06/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. MAMANI MATAMEYE	T	MP	B0305	NER 173	n°075 / 2014	25 720 035	24 434 244	1 285 791	17/06/2015	16/07/2015	365	15/07/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. MAMANI MATAMEYE	T	MP	B0305	NER 173	n°076 / 2014	20 596 362	19 566 340	1 030 022	17/06/2015	16/07/2015	365	15/07/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. MAD/B.T.P.	T	MP	B0305	NER 173	n°077 / 2014	27 496 364	24 564 125	2 932 239	07/06/2015	22/07/2015	365	21/07/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. RABO	T	MP	B0305	NER 174	n°078 / 2014	51 807 405	38 787 034	13 020 371	16/06/2015	25/08/2015	365	24/08/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. MAD/B.T.P.	T	MP	B0305	NER 174	n°079 / 2014	43 262 922	23 054 486	20 208 436	07/06/2015	11/09/2015	365	10/09/2016		OK	attente RD
Travaux Balisage	ENT. RABO	T	MP	B0305	NER 174	n°080 / 2014	49 834 289	31 122 429	18 711 860	16/06/2015	07/09/2015	365	06/09/2016		OK	attente RD
PDS Appuis capitalisation	Sabou Ibrahim	S	CF	A0302		n°081 / 2015	5 180 000	4 812 000	368 000	05/08/2015		NA				En cours
Travaux réhab. puits Tahoua	ENT. ADA KOKARI	T	CF	B0205	NER 193	n°082 / 2015	10 259 808	9 378 120	881 688	22/07/2015	23/08/2015	180	19/02/2016		OK	attente RD
Batiment SPR Maradi	ENT. DjibrilLa TANDA	T	CF	C0309		n°083 / 2015	9 694 326	9 209 610	484 716	20/07/2015	06/07/2015	365	05/07/2016		NOK	attente RD

3.6 Accords d'exécution et financement

Liste des accords d'exécution

ENGAGEMENT								
Référence	Désignation	Montant (Engagement) FCFa	Montant Engagé EURO	Date début	Date expiration	TOTAL Justifié EURO	ETAT	
AE N°1	Cure salée 2010	25 000 000	38 112	24/09/10	24/10/10	37 511	Clôturé	
AE N°2	Pare feux 2010/2011 - Dosso	25 890 375	39 470	16/12/10	15/04/11	34 740	Clôturé	
AE N°3	Pare feux 2010/2011 - Tahoua	40 787 250	62 180	16/12/10	15/04/11	32 087	Clôturé	
AE N°4	Pare feux 2010/2011 - Maradi	40 787 250	62 180	16/12/10	15/04/11	27 672	Clôturé	
AE N°5	Limite Nord des cultures/SPCR	35 102 227	53 513	24/09/10	15/08/11	40 533	Clôturé	
AE N°6	PACRA	42 789 600	65 232	19/07/11	19/10/12	35 102	Clôturé	
AE N°7	Projet de cartographie des ressources pastorales de Boboye - COFODEP BOBOYE	15 496 479	23 624	19/07/11	19/02/12	23 095	Clôturé	
AE N°8	Valorisations des productions pastorales - INRAN	40 949 738	62 427	01/08/11	31/05/12	28 015	Clôturé	
AE N°9	Pare feux 2011/2012 - Dosso	26 626 650	40 592	01/12/11	31/03/12	38 180	Clôturé	
AE N°10	Pare feux 2011/2012 - Tahoua	31 451 900	47 948	01/12/11	31/03/12	40 482	Clôturé	
AE N°11	Campagne de vaccination 2011/2012 - Dosso	27 439 650	41 831	15/12/11	15/04/12	26 945	Clôturé	
AE N°12	Campagne de vaccination 2011/2012 - Maradi	45 534 825	69 417	15/12/11	15/04/12	58 729	Clôturé	
AE N°13	Campagne de vaccination 2011/2012 - Tahoua	35 880 600	54 700	15/12/11	15/04/12	47 804	Clôturé	
AE N°14	Suivi et contrôle du balisage	1 611 750	2 457	18/01/12	18/05/12	1 428	Clôturé	
AE N°15	Suivi et contrôle des puits (lots 1 et 2) - DRH / MARADI	2 361 500	3 600	20/01/12	20/07/12	2 986	Clôturé	
AE N°16	Appui au renforcement des capacités des éleveurs sélectionneurs ARCES - CMB / ARCES	22 864 406	34 857	24/01/12	30/01/13	15 517	Clôturé	
AE N°17	Phase Préparatoire Appui au dévelop. De la viande déshydratée au Niger - cesao	7 093 445	10 814	15/03/12	14/04/12	8 559	Clôturé	
AE N°18	Atelier d'amendements et de partage des projets de textes relatifs au pastoralisme-MEL / DL	6 200 250	9 452	17/04/12	27/04/12	9 414	Clôturé	
AE N°19	Contrôle des activités de vaccination - MEL	5 192 815	7 916	23/04/12	24/05/12	7 916	Clôturé	
AE N°20	Mission compl. sur la chaîne de lait - DGPIA	1 622 500	2 473	27/04/12	26/05/12	2 473	Clôturé	

AE N°21	Eradication de la peste de petits ruminants à Dosso - DRE/DOSSO	1 016 100	1 549	03/05/12	02/06/12	1 549	Clôturé
AE N°22	Renforcement des capacités des membres	6 713 000	10 234	06/06/12	06/08/12	10 234	Clôturé
AE N°23	GRAAP 3A	15 891 700	24 227	15/06/12	15/01/13	23 120	Clôturé
AE N°24	Géo référencement DREL / MARADI	5 653 500	8 619	18/06/12	18/08/12	8 619	Clôturé
AE N°25	Géo référencement DREL / TAHOUA	12 284 500	18 728	23/06/12	23/09/12	18 728	Clôturé
AE N°26	Géo référencement DREL / DOSSO	6 358 500	9 693	24/06/12	24/10/12	9 693	Clôturé
AE N°27	ONG RAIL	9 987 600	15 226	02/07/12	02/10/12	13 129	Clôturé
AE N°28	ONG KARKARA	9 996 269	15 239	09/07/12	09/10/12	15 239	Clôturé
AE N°29	ONG KARKARA	9 999 360	15 244	09/07/12	09/10/12	15 244	Clôturé
AE N°30	ONG FNEN Daddo	39 294 465	59 904	18/07/12	18/07/13	55 688	Clôturé
AE N°31	production de foin	16 017 000	24 418	21/07/12	21/11/12	23 858	Clôturé
AE N°32	installation SVPP	6 726 500	10 254	27/07/12	27/11/12	6 118	Clôturé
AE N°33	installation SVPP	11 821 850	18 022	24/07/12	24/11/12	4 772	Clôturé
AE N°34	Appuis aux initiatives de valorisation des productions -VDN-DGPIA	39 278 000	59 879	26/07/12	26/07/13	19 747	Clôturé
AE N°35	vaccination 2012-2013-Dosso	18 342 840	27 963	06/12/12	06/05/13	27 683	Clôturé
AE N°36	vaccination 2012-2013-Mara	37 009 925	56 421	10/12/12	10/05/13	55 695	Clôturé
AE N°37	vaccination 2012-2013-Tah	35 165 520	53 609	06/12/12	06/05/13	53 542	Clôturé
AE N°38	Pare Feux 2012-2013 - Tah	41 443 150	63 180	24/12/12	24/06/13	47 493	Clôturé
AE N°39	Pare Feux 2012-2013- Mar	38 128 700	58 127	24/12/12	24/06/13	46 636	Clôturé
AE N°40	Pare Feux 2012-2013- Dosso	41 483 550	63 241	24/12/12	24/06/13	46 050	Clôturé
AE N°41	Renforcement CRA Dosso	15 735 000	23 988	20/12/12	20/02/14	19 859	Clôturé
AE N°43	Pare Feux 2013-2014- Maradi	24 872 700	37 918	11/10/13	10/03/13	27 347	Clôturé
AE N°44	Pare Feux 2013-2014- Dosso	23 406 800	35 683	10/10/13	10/03/13	23 085	Clôturé
AE N°45	Pare Feux 2013-2014 Tahoua	25 187 490	38 398	10/10/13	09/03/13	36 961	Clôturé
AE N°46	Vaccination Cheptel DOSSO	9 596 000	14 629	19/12/13	20/05/14	14 629	Clôturé
AE N°47	Vaccination Cheptel TAHOUA	16 290 000	24 834	17/12/13	18/05/13	24 515	Clôturé
AE N°48	Vaccination Cheptel MARADI	11 751 500	17 915	19/12/13	20/05/14	17 720	Clôturé

Listes des accords de financements

N°	Contractants	ENGAGEMENT				ETAT
		Référence	Montant	Date début	Date expiration	
1	VSF-B/ONG KARKARA/CESAO-PRN	AF N°1	125 706 520	23/07/2012	23/01/14	Clôturé
2	CESAO	AF N°2	122 230 500	23/07/2012	23/07/13	Clôturé
3	ONG RAIL	AF N°3	86 146 984	23/07/2013	05/07/14	Clôturé
4	ONG KARKARA	AF N°4	168 943 156	16/09/2013	15/03/14	Clôturé
			503 027 160			

3.7 Équipements

Tableau d'inventaire et de transfert des biens du PAAPSSP mise à jour du 30-11-2015

Type d'équipement	Description	n° de Série ou de référence	Année d'achat	Qté.	Localisation actuelle ou Responsable	contrôle le 21-09-2015	Etat / Observation	Date du transfert		Destination
								Fait	à Faire	Destination
Véhicule	Toyota Hilux DC	8 IT 5635 RN	2010	1	ATN DOSSO	Ok	Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Véhicule	Toyota Hilux DC	8 IT 5636 RN	2010	1	UGP NIAMEY	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Véhicule	Toyota Hilux DC	8 IT 5639 RN	2010	1	ATN TAHOUA	Ok	Moteur Cassé		30/11/2015	MEL
Véhicule	Toyota Hard Top	8 IT 5637 RN	2010	1	UGP NIAMEY	Ok	Bon état		30/11/2015	DRE TAHOUA
Véhicule	Toyota Hard Top	8 IT 5638 RN	2010	1	ATN MARADI	Ok	Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Véhicule	Mutshibischi SW	8A 3380 RN	2011	1	UGP NIAMEY	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Véhicule	Mutshibischi SW	8A 3386 RN	2011	1	UGP NIAMEY	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3381 RN	2012	1	DRE TAHOUA	Ok	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3382 RN	2012	1	DRE TAHOUA	Ok	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3387 RN	2012	1	DDE DOSSO	NOK	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3385 RN	2012	1	DDE LOGA	Ok	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3390 RN	2012	1	COFODEP BOBOYE	OK	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3383 RN	2012	1	DRE MARADI	OK	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3384 RN	2012	1	DDE G.ROUMDJI	Ok	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3707 RN	2012	1	DDE TESSAOUA	Ok	Bon état	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3708 RN	2012	1	COFODEP MADAOUA	NOK	Passable	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3389 RN	2012	1	COFODEP MAYAHI	Ok	Passable	2012		MEL
Véhicule	Mitsubishi double cabine	8A 3388 RN	2012	1	CMB	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3419	2012	1	DDE GAYA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3420	2012	1	DDE GAYA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3421	2012	1	DDE LOGA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3422	2012	1	DDE LOGA	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3415	2012	1	DDE DOUTCHI	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3416	2012	1	DDE DOUTCHI	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3417	2012	1	DDE BOBOYE	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3418	2012	1	DDE BOBOYE	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3423	2012	1	DDE DOSSO	Ok	Passable	2012		MEL

Moto	Suzuki TF 125	8A 3424	2012	1	DDE DOSSO	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3698	2012	1	DDE DIOUNDOU	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3699	2012	1	DDE TIBIRI	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3700	2012	1	DDE FALMEY	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3425 RN	2012	1	COFODEP DOUTCHI	NOK	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3392	2012	1	COFODEP LOGA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3391	2012	1	COFODEP GAYA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3395	2012	1	RECA	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3394	2012	1	RECA	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3393	2012	1	RECA	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3400 RN	2012	1	DDE BOUZA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3401 RN	2012	1	DDE TCHINTA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3302	2012	1	DDE TCHINTA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3403	2012	1	DDE ILLELA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3404	2012	1	DDE ABALAK	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3405	2012	1	DDE ABALAK	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3406	2012	1	DDE KEITA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3410 RN	2012	1	DDE TAHOUA	NOK	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3411	2012	1	DDE KONNI	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3413	2012	1	DDE MADAOUA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3703	2012	1	DDE MALBAZA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3704	2012	1	DDE BAGAROUA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3705	2012	1	DDE TASSARA	OK	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3706	2012	1	DDE TILLA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3396	2012	1	COFODEP ABALAK	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3397	2012	1	COFODEP BOUZA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3398	2012	1	COFODEP ILLELA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3399	2012	1	COFODEP KEITA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3428	2012	1	DDE MAYAHI	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3429	2012	1	DDE MAYAHI	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3434	2012	1	DDE AGUIE	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3435	2012	1	DDE AGUIE	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3426	2012	1	DDE MADAROUNFA	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3427	2012	1	DDE	Ok	Mauvais état	2012		MEL

					MADAROUNFA					
Moto	Suzuki TF 125	8A 3430	2012	1	DDE Tessaoua	OK	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3431	2012	1	DDE Tessaoua	OK	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3432	2012	1	DDE G.ROUMDJI	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3433	2012	1	DDE G.ROUMDJI	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3701	2012	1	DDE GAZAOUA	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3702	2012	1	DDE BERMO	Ok	Mauvais état	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3445	2012	1	COFODEP MADAROUNFA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3412	2012	1	COFODEP TESSAOUA	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3414	2012	1	COFODEP G.ROUMDJI	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3407	2012	1	CMB	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3408	2012	1	CMB	Ok	Passable	2012		MEL
Moto	Suzuki TF 125	8A 3409	2012	1	CMB	Ok	Passable	2012		MEL
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		2011	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ecran 19" Philips		2011	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Kit clavier MK 250		2011	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise parasurtenseur APC-P5T FR		2011	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson et extension		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	table de réunion 60/180		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	table de réunion 60/180		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Split		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Split		2012	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL

AUTRES	Regulateur de tension		2015	1	Responsable Nat	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		03-janv-11	1	Coresponsable	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ecran 19" PHILIPS		03-janv-11	1	Coresponsable	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Kit Clavier MK 250		03-janv-11	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC P5T-FR		03-janv-11	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur portable HP Probook 4730S		16-mars-12	1	ATN S&E	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Imprimante portable couleur		16-mars-12	1	ATN S&E	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson et extension		20/09/2012	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson		20/09/2012	1	ATN S&E	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		20/09/2012	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		20/09/2012	1	ATN S&E	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	bureau visiteur	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15/10/2012	1	Coresponsable	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15/10/2012	1	bureau visiteur	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Autres	Split		26-nov-12	1	Coresponsable	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		03-janv-11	1	ATI-R2	OK	PERDU		30/11/2015	MEL
Informatique	Ecran 19" PHILIPS		03-janv-11	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur Protect A 1000 VA		03-janv-11	1	ATI-R2	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Informatique	Kit Clavier MK 250		03-janv-11	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Régulateur de tension 200W		03-janv-11	1	ATI-R2	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC P5T-FR		03-janv-11	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson		20/09/2012	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson		20/09/2012	1	ATN Hydraulique	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		20/09/2012	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		20/09/2012	1	ATN Hydraulique	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL

Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	bureau visiteur	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	bureau visiteur	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15/10/2012	1	bureau visiteur	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15/10/2012	1	ATN Hydraulique	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Split		26-nov-12	1	ATI-R2	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Scanneur		05-déc-12	1	Secrétaire	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur portable HP probook 470GO		17-déc-13	1	ATN Hydraulique	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Régulateur de tension		17-avr-15	1	ATN Hydraulique	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		03-janv-11	1	RAF	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ecran 19" PHILIPS		03-janv-11	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Disque dur externe 500 Go/Western Digital		03-janv-11	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur Protect A 1000 VA		03-janv-11	1	RAF	Ok	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC P5T-FR		03-janv-11	1	RAF	Ok	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Informatique	Régulateur de tension 3000VA		03-févr-11	1	RAF	Ok	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15-mars-12	1	bureau visiteur	Ok	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson		20/09/2012	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Petit étagère		10-avr-13	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur portable HP probook 470GO		17-déc-13	1	RAF	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Coffre fort	SI-D370	03/01/211	1	AAC	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP Pro 3120		22-août-11	1	AAC	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur UPS 1000VA		22-août-11	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau de 80/180 avec caisson		20/09/2012	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/240/32		20/09/2012	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/240/32		20/09/2012	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/240/32		20/09/2012	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	AAC	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Chaise visiteur		15/10/2012	1	bureau visiteur	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15/10/2012	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Split		26-nov-12	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL

Mobilier	Petit étagère		10-avr-13	1	AAC	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Photocopieur multifonction WorkCenter 5745 XEROX		03-janv-01	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Vidéoprojecteur BenQ Mp 575		03-janv-11	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Machine à relier Galaxy		03-janv-01	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Coupeuse manuelle		03-janv-01	1	Secrétaire	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP Pro 3120		22-août-11	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur UPS 1000VA		22-août-11	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Bureau sous forme comptoire de 240/150/110 à 2 niveau de 30 et 60 avec 2 tiroirs		20/09/2012	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		20/09/2012	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Fauteuil roulant		15/10/2012	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Canapé + 2 fauteuils en bois		15/10/2012	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Split		26-nov-12	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Régulateur de tension		14-déc-12	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur		04-avr-13	1	Secrétaire	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur		18-avr-14	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Coffret pour serveur		09-mai-13	1	Secrétaire	OK	Passable		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur serveur		10-juin-13	1	Secrétaire	OK	Passable		30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur serveur		30-mai-13	1	Secrétaire	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Informatique	Onduleur serveur		10-juin-13	1	Secrétaire	OK	Mauvais état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Salle de réunion	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	bureau visiteur	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table de réunion 60/180		20/09/2012	1	RAF	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Table demi ronde de 180/120		20/09/2012	1	Salle de réunion	Ok	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Chaise de réunion		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
mobilier	Chaise de réunion		20/09/2012	1	Salle de réunion	OK	Bon état		30/11/2015	MEL

Mobilier	Etagère de 120/200/40 avec 2 portes sur la partie intérieure		20/09/2012	1	bureau prêté DGPIA	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Split		26-nov-12	1	bureau prêté DGPIA	OK	Bon état		30/11/2015	MEL
Mobilier	Tableau PADEX 100*5 cm		20-déc-10	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		03-janv-11	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Informatique	Onduleur Protect A 1000 VA		03-janv-11	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Informatique	Régulateur de tension 200W		03-janv-11	1	ATN DOSSO		Passable		30/11/2015	DRE DOSSO
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC P5T-FR		03-janv-11	1	ATN DOSSO		Passable		30/11/2015	DRE DOSSO
Informatique	Imprimante Laser XEROX 3160B		03-janv-11	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Informatique	Appareil photo numérique canon A3300 avec housse et carte mémoire		16-mai-12	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Mobilier	Bureau de 160/80/75 avec caisse		20-sept-12	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Mobilier	Chaise visiteur		20-sept-12	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Mobilier	Chaise visiteur		20-sept-12	1	ATN DOSSO		Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Mobilier	Fauteuil roulant		15-oct-12	1	ATN DOSSO	OK	Bon état		30/11/2015	DRE DOSSO
Mobilier	Tableau PADEX 100*5 cm		20-déc-10	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		03-janv-11	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Informatique	Onduleur Protect A 1000 VA		03-janv-11	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Informatique	Régulateur de tension 200W		03-janv-11	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC P5T-FR		03-janv-11	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Informatique	Imprimante Laser XEROX 3160B		03-janv-11	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Informatique	Appareil photo numérique canon A3300 avec housse et carte mémoire		16-mars-12	1	ATN MARADI		Bon état		30/11/2015	DRE MARADI
Mobilier	Tableau PADEX 100*5 cm		03-janv-11	1	ATN TAHOUA		Bon état		30/11/2015	DRE TAHOUA
Informatique	Portable Dell inspiron + Malette		03-janv-11	1	ATN TAHOUA		Passable		30/11/2015	DRE TAHOUA
Informatique	Onduleur Protect A 1000 VA		03-janv-11	1	ATN TAHOUA		Passable		30/11/2015	DRE TAHOUA
Informatique	Régulateur de tension 200W		03-janv-11	1	ATN TAHOUA		Passable		30/11/2015	DRE TAHOUA
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC P5T-FR		03-janv-11	1	ATN TAHOUA		Passable		30/11/2015	DRE TAHOUA
Informatique	Imprimante Laser XEROX 3160B		03-janv-11	1	ATN TAHOUA		Passable		30/11/2015	DRE TAHOUA
Informatique	Appareil photo numérique canon A3300 avec housse et carte mémoire		16-mars-12	1	ATN TAHOUA		Bon état		30/11/2015	DRE TAHOUA

Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	DRE MARADI		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	DRE MARADI		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	DRE MARADI		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	DRE MARADI		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Photocopieur multifonction WorkCenter 5020 DADF XEROX		16-mars-12	1	DRE MARADI		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Vidéo projecteur EPSON Tn LCD-EB		16-mars-12	1	DRE MARADI		Bon état	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Scanner A PLAT HP G2411		16-mars-12	1	DRE MARADI		Bon état	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
AUTRES	Coffre fort		08-mai-13	1	DRE MARADI		Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Machine à glace		04-juil-13	1	DRE MARADI	OK	Bon état	PV réception 2013		MEL
Informatique	Ordinateur portable HP PRobook 470GO		19-déc-13	1	DRE MARADI		Bon état	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
AUTRES	Groupe électrogène		25-sept-14	1	DRE MARADI	OK	Bon état	PV réception 2014		MEL
Batiment	Construction d'un bâtiment de 6 bureaux; une salle d'attente et deux douches plus la réhabilitation d'une salle de réunion		07-nov-12	1	DRE DOSSO	OK	Bon état	PV réception 2012		MEL
Batiment	Réhabilitation d'un bâtiment (6 bureaux et une salle de réunion)		26-nov-12	1	UGP NIAMEY	Ok	Bon état	PV réception 2011		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Passable	PV réception 2012	30/11/2015	MEL
Informatique	Ordinateur Portable HP 622		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur Portable HP 623		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Photocopieur multifonction WorkCenter 5020 DADF XEROX		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Bon état	PV réception 2012		MEL
Informatique	Vidéo projecteur EPSON Tn LCD-EB		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Bon état	PV réception 2012		MEL
Informatique	Scanner A PLAT HP G2411		16-mars-12	1	DRE TAHOUA		Bon état	PV réception 2012		MEL
AUTRES	Coffre fort		08-mai-13	1	DRE TAHOUA		Bon état		30/11/2015	MEL
AUTRES	Machine à glace		04-juil-13	1	DRE TAHOUA	OK	Bon état	PV réception 2013		MEL
Informatique	Ordinateur portable HP probook 470GO		17-déc-13	1	DRE TAHOUA		Bon état	PV réception 2012		MEL
Informatique	Groupe électrogène		25-sept-14	1	DRE TAHOUA	OK	Bon état	PV réception 2014		MEL

Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	SP TAHOUA	Ok	Passable	2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Photocopieur multifonction WorkCenter 5020 DADF XEROX		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	SP TAHOUA	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Photocopieur multifonction WorkCenter 5020 DADF XEROX		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12	1	SP DOSSO	OK	Passable	PV réception 2012		MEL

Informatique	Photocopieur multifonction WorkCenter 5020 DADF XEROX		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Ordinateur de bureau HP 500B Format Tour		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	onduleur Mercury 1200 VA		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Imprimante Lexmark Laser E260d		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
Informatique	Multiprise Parasurtenseur APC		16-mars-12		SP MARADI	OK	Passable	PV réception 2012		MEL
AUTRES	Scléromètres		2014	2	UGP NIAMEY	Ok	Bon état		30/11/2015	CTB
AUTRES	Tablette / Akvo		2014	5	UGP NIAMEY	Ok	Bon état		30/11/2015	CTB

3.8 Cadre logique original tiré du DTF :

Titre du Projet: Programme d'appui à la mise en œuvre du Programme 12 de la SDR dans les régions de Maradi, Tahoua et Dosso			
OBJECTIF GLOBAL	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
La performance du secteur de l'élevage au Niger est améliorée et contribue à la réduction de la pauvreté rurale	Réduction de la vulnérabilité des ménages de pasteurs et d'agro-pasteurs, indice de pauvreté, genre spécifique Amélioration des revenus des éleveurs et éleveuses par réduction des pertes d'animaux et amélioration de la productivité des troupeaux <u>Contribution des productions animales au PIB agricole</u> Niveau de régénération des aires de pâturages	Système de suivi régional de la SDR et de la SRP Enquête initiale et de contrôle de situation de l'économie des éleveurs par type de système Rapports techniques de suivi et d'évaluation	
OBJECTIF SPECIFIQUE DU PROGRAMME	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi	<u>Proportion des surfaces pastorales aménagées et sécurisées à l'échelle de la région par rapport à la situation initiale</u> Grâce aux accords sociaux les conflits sont moins nombreux dans les espaces où les ressources pastorales sont critiques <u>Rendement et volumes des principales productions animales</u>	Rapports de suivi interne de l'organisation Documents PDC, PAR et PAD Rapports de suivi et d'évaluation de l'intervention Etude des changements dans les relations sociales	Instabilité politique Volonté de changement d'attitude et de comportement Conditions climatiques extrêmes Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département et région
RESULTATS	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	
R1. Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions considérées.	Une stratégie de mise en œuvre du programme 12 est élaborée par les acteurs en fin d'année 1 intégrant PDC, PAD, PAR, et intégrant les aspects genre et environnement Un plan d'action annuel mis en œuvre et évalué chaque année comme composante du PAR. Part des budgets des collectivités locales consacrés aux actions de sécurisation de l'élevage. Evolution du % de représentants des pasteurs et des éleveurs par genre dans les instances de planification de la SDR, et des collectivités décentralisées.	Rapports du programme et document de stratégie PAR Document annuel de suivi évaluation mise en œuvre programme 12 par Région	
R2. Le développement local, et la sécurisation de l'accès aux ressources naturelles des systèmes pastoraux (OS1)	% de communes dotées d'un dossier communal intégrant les ressources et infrastructures pastorales sécurisées et à sécuriser (<u>cartographie, plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales</u>). <u>Superficie des aires de pâturages aménagées et nombre de points d'eau pastoraux aménagés.</u> <u>Kilomètres de couloirs de passage sécurisés et enregistrés.</u> Budget investi par OP d'éleveurs appui à la formation, information et défense des droits des membres. <u>100% des COFOCOM fonctionnelles dans les zones d'interventions retenues pour cet objectif spécifique.</u>	Dossiers communaux, SAF et dossier communal SAF et dossier communal Rapport des OP et CRA Rapport SPR-CR	
R3. L'amélioration et la valorisation des productions des systèmes pastoraux (OS2)	<u>Augmentation de la couverture des régions en SVPP et de la couverture vaccinale.</u> Nombre d'expériences novatrices et adaptées de valorisation des produits animaux réalisée et évaluée par Région, genre spécifique Des plans de gestion et de développement des centres de Fako, Toukounous, Ibécétène et Maradi réalisés Un réseau d'éleveurs spécialisés en relation avec les centres de sélection et promoteurs des races locales est mis en place.	Document de stratégie Rapport des DREIA Rapport de capitalisation Rapport d'évaluation expériences Plan de gestion des centres Document de politique	

Résultat 1: Les capacités de planification, de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme 12 dans les trois régions concernées

SOUS -RESULTAT RA.1.1	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Un diagnostic et une planification du programme 12 , qui tient compte des aspects genre et environnement, sont élaborés par les acteurs régionaux à l'échelle communale, départementale et régionale.	Un Plan d'action de qualité du programme 12, intégrant les PDC, PAD et PAR , et prenant en compte les aspects genre et environnement, est élaboré. DRE/IA reconnue dans l'animation du processus par les acteurs.	Document de programme, PDC, PAD et PAR Enquêtes et interview auprès des partenaires en fin d'année 2 et fin d'année 3	Mise en place et fonctionnement des instances exécutives de la SDR au niveau Régional Mise en place et intégration des nouvelles assemblées décentralisées département-région
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Organisation de la démarche de planification communale et régionale pour l'élaboration de la stratégie du programme 12, qui tient compte des aspects genre et environnement, dans chaque Région (mission d'appui et test avec les acteurs)		Expertise ponctuelle /mission d'appui : méthodologie et outils	40.000€
A.2. Formation pour le renforcement des capacités de pilotage et d'animation du programme 12 des équipes régionales		Niveau d'efficacité des équipes régionales (Formation-animation et logistique)	20.424€
A.3. Organisation d'ateliers locaux et régionaux pour l'élaboration du programme 12 dans la région		Ateliers (134 au niveau communal / 19 au niveau départemental et 3 au niveau régional)	69.920€
A.4. Renforcement capacités de partenariat des DRE/IA pour la mise en œuvre des priorités prog. 12		Formation des partenaires communaux et départementaux : animation et logistique	13,800€
A.5. Equipements et fonctionnement nécessaires à l'animation et au suivi de la mise en œuvre du programme 12 dans la région et à sa pleine imbrication avec le PAR,		Équipement en moyens de communication et de déplacement,	299.200€
SOUS-RESULTAT RA.1.2	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
L'évaluation-planification annuelle du programme 12 est réalisée par les acteurs régionaux aux échelles communales, départementales et régionales	Plan d'action programme 12 évalué et ajusté par année et par région Augmentation des actions d'appui à l'élevage dans la région	Document de plan d'action annuel Document de suivi annuel DREIA, PDC, PAD et PAR	Synergie des intervenants au niveau régional Capacité du comité de pilotage régional de la SDR à dynamiser la mise en œuvre des PAR et PAD
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. organisation d'ateliers communaux et régionaux pour l'évaluation-planification annuelle prog 12 dans la région		Animation et logistique ateliers au niveau commune/département/région	139.840€
A.2. participation et soutien aux comités de pilotage du PAR de la SDR,		Logistique CP SDR	16.500 €
A.3. organisation de séances d'information et de concertations au niveau régional avec les différents intervenants et PTF concernés par le programme 12,		Animation et logistique	4.560€
SOUS-RESULTAT RA.1.3	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Les acteurs régionaux sont impliqués dans le suivi évaluation de la mise en œuvre du programme 12 en lien avec la SDR au niveau régional.	Une contribution significative apportée par les OP et les communes dans les données fournies pour le suivi évaluation. Le débat sur l'analyse des effets provoque des décisions de révisions de la stratégie et des actions.	Liste des personnes formées au suivi-évaluation Comptes rendus de rencontres et du CPR-SDR, études spécifiques	Poursuite du processus de régionalisation de la SDR et engagement des acteurs institutionnels Implication forte du niveau central dans le

	Les données nécessaires au niveau national sont fournies au SP-SDR via le SPR-SDR et le MEIA	Rapport annuel de suivi	suivi des expériences régionales
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. réalisation d'une enquête initiale et de contrôle de situation de l'économie des éleveurs par type de système par région		Rapports (Enquête initiale + année 4 dans chaque région)	22.200€
A.2. renforcement des capacités des équipes régionales dans l'évaluation, la capitalisation et l'élaboration de stratégies opérationnelles		Rapports (Missions d'appui : Expertise spécifique) documents	18.000€
A.3. suivi coordination inter-régionale par la DEP du ME/IA, à travers des missions de suivi régulières dans chaque région et l'analyse des documents transmis par ces directions régionales		Rapports (Mission de suivi : Logistique de déplacement)	24.000€
A.4. organisation d'ateliers thématiques de capitalisation des actions menées dans le cadre du programme 12		Animation et logistique ateliers	18.240€

Résultat 2: L'accès aux ressources naturelles est sécurisé et le développement local renforcé

(= OS1 du PA Programme 12 : Développement local et sécurisation de l'accès aux ressources naturelles des systèmes pastoraux)

SOUS-RESULTAT RA.2.1	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Des organisations d'éleveurs et d'éleveuses sont intégrés et renforcés dans la mise en œuvre du programme 12. (RA.1.1. prog 12)	<u>Nombre d'organisations d'éleveurs et d'éleveuses appuyées.</u> <u>Nombre de centres de services installés.</u> <u>Nombre de projets initiatives des organisations d'éleveurs appuyées, genre spécifique.</u> <u>Nombre de forum de prévention des conflits, foires pastorales.</u>	Rapport de la DRE/IA et des CRA Rapports DRE/IA et CRA Comptes rendus des fora	Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration. Renforcement du respect des droits des citoyens par les acteurs institutionnels.
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Organisation d'ateliers annuels et mise sur pieds d'une plate-forme régionale ou départementale des organisations d'éleveurs		Rapports (Ateliers: Animation et logistique)	9.120€
A.2. Renforcement et soutien à l'organisation des Chambres Régionales d'Agricultures et à leur mise au service des organisations d'éleveurs		Salaires 3 conseillers/animateurs Équipement	99.240€
A.3. Mise en place d'un système de gestion du fonds d'initiatives en faveur du renforcement des organisations des éleveurs		Document (Appui manuel de procédures simples) Formation comité d'octroi.	7.200€
A.4. Pré-qualification des organisations éligibles au fonds d'initiatives		Animation et logistique	4.500€
A.5. Appui au montage de projet et suivi de leur mise en œuvre par les Opel		Appui conseil	22.800€
A.6. Organisation de sessions trimestrielles des comités d'octroi + financement		Fonds d'initiatives OPs Organisation comités d'octroi : logistique/méthodologie	379.680€
A.7. Organisation des comités d'évaluation des initiatives des Opel soutenues		Rapports (Animation et logistique)	18.000€

SOUS-RESULTAT RA.2.2	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Des initiatives locales d'aménagement et de gestion de l'espace pastoral à l'échelle communale et intercommunale sont appuyées. (RA.1.4-1.5-1.6. prog. 12)	<u>Nombre de plans d'aménagement communaux des ressources pastorales et cartographie des RP</u> <u>Nombre (Km) de couloirs de passages, de pistes à bétail, d'aires de repos, de zones d'accueil matérialisées,</u> <u>Nombre de cadres de concertation créés, ou redynamisés et fonctionnels</u> <u>Km de pare-feu réalisés</u> <u>Nb. de points d'eau réalisés et réhabilités</u> <u>Nb. d'ha sous conventions locales de gestion</u>	Rapports DREIA Dossier communal des COFOCOM Dossier communal des COFOCOM Comptes rendus des conseils communaux et des COFODEP Dossier communal des COFOCOM	Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration Bon déroulement des élections communales et départementales Renforcement du respect des droits des citoyens par les acteurs institutionnels

PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT	MOYENS	COUTS
A.1. Appui à la planification de l'aménagement des ressources pastorale à l'échelle communale et intercommunale	Rapports Conseil Ateliers : animation et logistique	129.420€
A.2. Evaluation capitalisation des expériences d'aménagement et de gestion des aires de pâturages (y compris méthodes de lutte contre envahissement par <i>Sida cordifolia</i>)	Consultance nationale Atelier	15.060€
A.3. Appui à la faisabilité sociale, environnementale et technique des aménagements projetés	Déplacement/appui-conseil	72.000€
A.4. Mise sur pieds du dispositif de décision et de gestion de ces subventions à l'aménagement communal	Expertise nationale + internationale Appui conseil	26.500€
A.5. Financement, mise en œuvre des aménagements et de la gestion d'aires de pâturages dégradées, aménagements de mares de zones de plateaux, puits pastoraux en lien avec les axes de transhumance, sécurisation de stations de pompage en zone pastorale grâce à l'aménagement de contre-puits)	Financements aménagements pastoraux du fonds d'appui, appui conseil aux procédures de passation et de suivi des marchés	3.091.000€
A.6. Organisation d'un système de suivi de la mise en œuvre et de la gestion des aménagements	Déplacements	27.000€

SOUS-RESULTAT RA.2.3	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES & HYPOTHESES
Sécurisation foncière de l'accès aux ressources pastorales et des aménagements réalisés au niveau communal et intercommunal (RA.1.3.)	<u>Nombre de COFOCOM appuyées</u> <u>Nb. de supports de vulgarisation conçus</u> <u>Niveau d'application des textes sur les droits des éleveurs par les acteurs institutionnels</u>		Poursuite de la politique engagée avec le Code Rural Validation de la nouvelle Loi Pastorale par la nouvelle assemblée nationale

PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT	MOYENS	COUTS
A.1. Identification des espaces intercommunaux stratégiques à accompagner en vue de l'aménagement et de la gestion des ressources pastorales en concertation avec les autres intervenants et sous la responsabilité du SPR-CR	Rapports (Animation concertation)	0€
A.2. Renforcement du réseau des structures du Code Rural dans les communes d'intervention (formation et équipement)	Rapports (Appui conseil aux COFOCOM et logistique Appui conseil aux COFODEP et logistique)	258.000€

A.3. Appui méthodologique et logistique à la préparation des plans d'aménagement et de gestion des ressources pastorales au niveau communal et intercommunal	Rapports (Formations et apprentissage)	3500€
A.4. Facilitation des processus de sécurisation des espaces pastoraux dans la construction des accords sociaux sur l'affectation et la gestion des espaces et des aménagements pastoraux : points d'eau pastoraux, délimitation des couloirs de passage	Rapports (Appui conseil et logistiques ; 30 sites/région)	27.000€
A.5. Appui à la maîtrise d'ouvrage par les COFODEP des travaux de balisage des espaces sécurisés, et suivi des mécanismes de passation des marchés de travaux de balisage	Rapports (Accompagnement travaux balisage +/-1500 km)	1.050.000€
A.6. Enregistrement et versement des aménagements et espaces sécurisés par les accords sociaux acquis dans le dossier rural	Cartographie, logistique de déplacement	15.300€
A.7. Intégration de ces éléments dans le schéma d'aménagement foncier à l'échelle régionale	Cartographie	56.000€
A.8. Suivi et contrôle de mise en valeur des espaces et des aménagements sécurisés	Animation et logistique	12.000€
A.9. Audit et équipement complémentaire des COFODEP en année 1	Rapports (Expertise, formation et financement équipements complémentaires)	300.000€

Résultat 3 : Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées

(= OS2 du PA Programme 12 : Amélioration et valorisation des productions des systèmes pastoraux)

SOUS-RESULTAT RA.3.1	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
La santé animale est améliorée (RA.2.2. du PA programme 12)	Un document de stratégie est disponible au terme des débats au niveau régional et national <u>Nombre de vétérinaires privés installés (par genre)</u> <u>Taux de couverture vaccinale</u> <u>Nombre d'agents recrutés par genre (auxiliaires d'élevage, agents publics).</u> Nombre d'animaux vaccinés par espèces par SVPP et services publics	Document de capitalisation et de stratégie Rapport de l'opérateur appui SVPP Rapport de la DRE/IA Rapports DRE.IA et CRA	Poursuite de la politique de privatisation des services vétérinaires Volonté des services publics d'évoluer dans leurs nouvelles fonctions de contrôle
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Organisation d'ateliers de capitalisation et d'échanges sur la politique nationale, dans les régions		Rapports (Atelier : animation + logistique)	4.500€
A.2. Soutien aux services publics de santé animale dans leurs fonctions régaliennes		équipement CIB (kits) formation	15.660€
A.3. Sélection et contractualisation avec un opérateur national pour l'accompagnement des SVPP dans les régions		Rapports (Assistance technique/DRE/IA)	0€
A.4. Appui-renforcement des communes et du secteur privé pour le suivi et le développement des services vétérinaires privés de proximité existants		Suivi, appui-conseil ; animation	152.500€
A.5. Appui à l'installation de nouveaux SVPP		Équipement et accompagnement à l'installation	270.000€
A.6. Soutien à l'investissement communal (réalisation de quelques parcs à vaccination après évaluation des infrastructures existantes et de leur utilisation)		Parcs à vaccination (nombre estimé à 30)	138.000€
A.7. Appui logistique et formation pour les services publics de santé animale en vue d'offrir des services de qualité dans les zones non couvertes par les SVP.		Équipement (motos CIB/véhicule)	636.000€
SOUS-RESULTAT RA.3.2	INDICATEURS	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Les productions animales sont valorisées (RA.2.5. du PA programme 12)	Un document de capitalisation critique des expériences déjà menées dans le domaine <u>Nombre de projets pour filières animales soumis à financement</u> <u>Nb. d'aires d'abattage équipées pour séchage des cuirs et</u>	Document dans chaque région Rapport DREIA	Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration Bon déroulement des élections communales et départementales

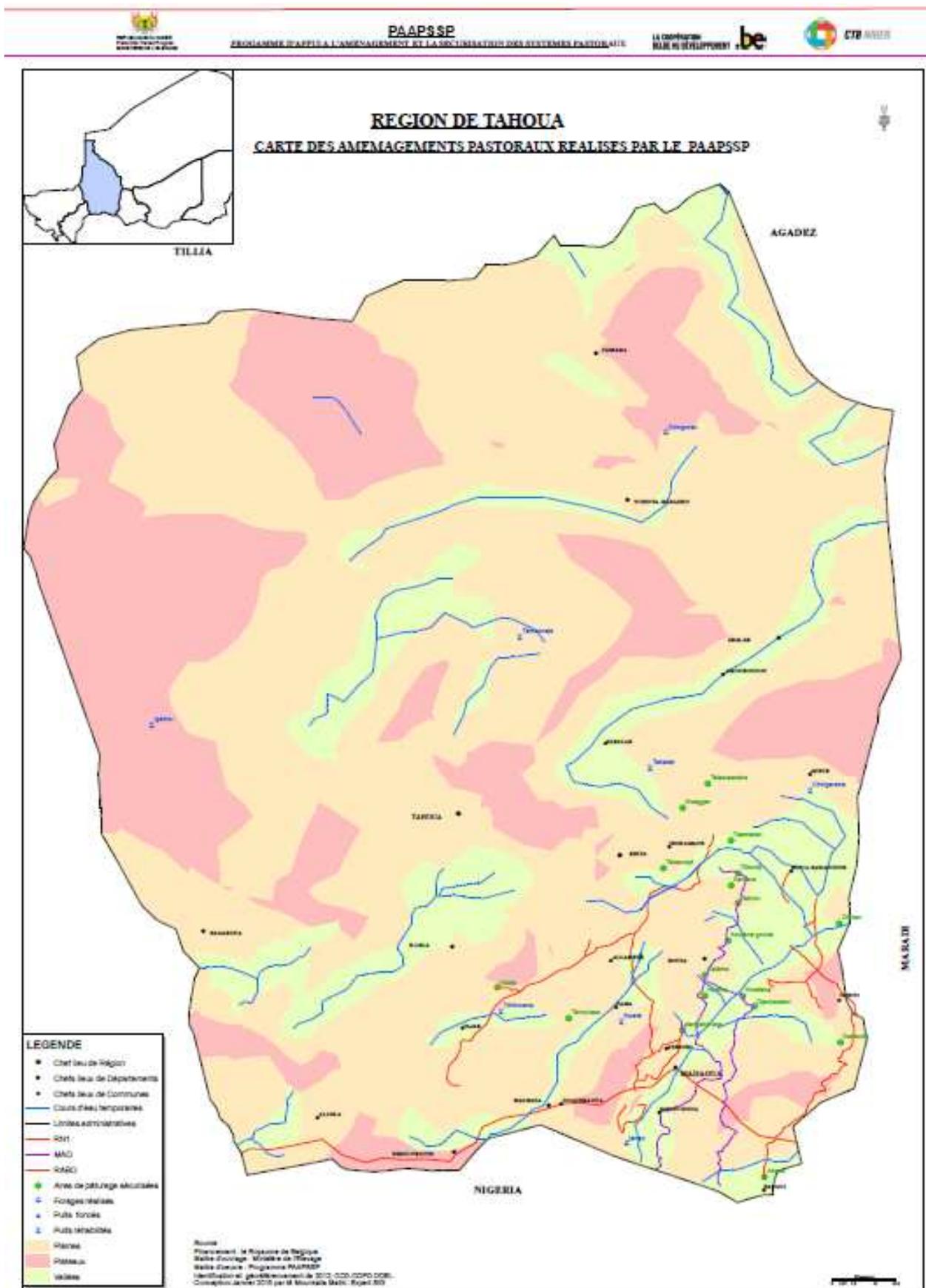
	<u>peaux.</u> <u>Nb. de marchés à bétail améliorés et gérés avec une forte implication des organisations d'éleveurs et des communes</u>		Renforcement de la fiscalité locale au profit des communes et des OPel
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Mener une réflexion et capitalisation avec les organisations d'éleveurs, les communes, les partenaires sur les expériences d'appui à : commercialisation du bétail, aménagement des marchés à bétail et leur gestion, collecte et la transformation du lait, traitement et commercialisation des peaux, transformation des viandes.		3 ateliers régionaux expertise ponctuelle nationale	27.000€
A.2. Recenser les financements prévus sur la région par les différents intervenants (SNV, PRODEX, Programme Conjoint Nations Unies, FIDA...)		Assistance technique/DRE/IA	pm
A.3. Appui conseil, renforcement des structures de gestion mises en place après avoir établi un bilan conjoint avec ces dernières		Assistance technique/DRE/IA	pm
A.4. Organisation de voyages d'échanges avec des OPel et des collectivités ayant mis en place des mécanismes de gestion pertinents dans la région		Logistique voyages d'échange	69.300€
A.5. Etude de faisabilité des initiatives dans une démarche de recherche action sur au moins deux sites par région (filère lait, bétail, aménagement gestion de marché à bétail, cuirs et peaux...)			4.140€
A.6. Financement et suivi de la mise en œuvre d'initiatives recherche-action (aménagement de marchés, magasins de stockage de céréales et d'aliment du bétail sur les marchés à louer par les communes aux éleveurs, collecte et transformation du lait, commercialisation des cuirs et peaux)		Fonds d'investissement initiatives	706.000€
SOUS-RESULTATS RA.3.3	INDICATEURS DE RESULTAT	MOYENS DE VERIFICATION	HYPOTHESES
Le potentiel génétique des races est préservé et amélioré (RA.2.3. du PA programme 12)	Plans de gestion des centres de sélection <u>Nombre de reproducteurs vendus par centre</u> <u>Evolution de la production laitière des éleveurs périurbains</u> Evolution du nombre d'éleveurs utilisateurs des reproducteurs des centres	Plan de gestion par centre Rapport annuel centres Document de suivi des troupeaux utilisateurs de reproducteurs Azawak	Reconnaissance de l'autonomie de gestion des centres Application et soutien à la stratégie élaborée au niveau national
PRINCIPALES ACTIVITES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU RESULTAT		MOYENS	COUTS
A.1. Financement d'activités prioritaires en vue de préserver les acquis du projet Azawak dans l'esprit de l'approche programme, (six premiers mois de suivi des troupeaux)		Rapports (Financement des moyens de déplacement pour le suivi)	76.000€
A.2. Appui aux centres de Toukounous, Ibécétène, Fako et Maradi pour l'élaboration d'un plan d'action à moyen terme, intégrant la gestion des troupeaux, l'évolution des effectifs et l'équilibre financier		Rapports (Expertise conseil national)	18.000€
A.3. Elargissement et soutien au réseau d'éleveurs sélectionneurs en vue d'une participation durable à la sélection et à la diffusion du zébu Azawak		Rapports (Animation par les DRE/IA)	31.196€
A.4. Mise en œuvre à titre pilote du concept de gestion concertée pour le centre de Fako avec une meilleure implication des éleveurs riverains		Rapports (Appui conseil consultation nationale)	3000€
A.5. Identification de petits éleveurs, promoteurs privés périurbains véritablement engagés et concernés par les résultats de l'amélioration génétique et mise en relation avec les centres d'élevage et les éleveurs sélectionneurs		Rapports (Animation DRE/IA et CRA)	25.000€
A.6. Soutien technique et suivi des troupeaux de promoteurs privés porteurs de projet de valorisation de la race Azawak et chèvre rousse (viande, lait, fromage).		Rapports (Animation DRE/IA et CRA)	50.000€
A.7. Renforcement des capacités des différents centres CMB en fonction de résultats à atteindre (formation des agents, infrastructures hydrauliques, moyens de déplacement et fonctionnement)		Rapports (Formation et équipement)	46.900€

3.9 Matrice de monitoring complète : extrait du dernier MONOP Q4-2015

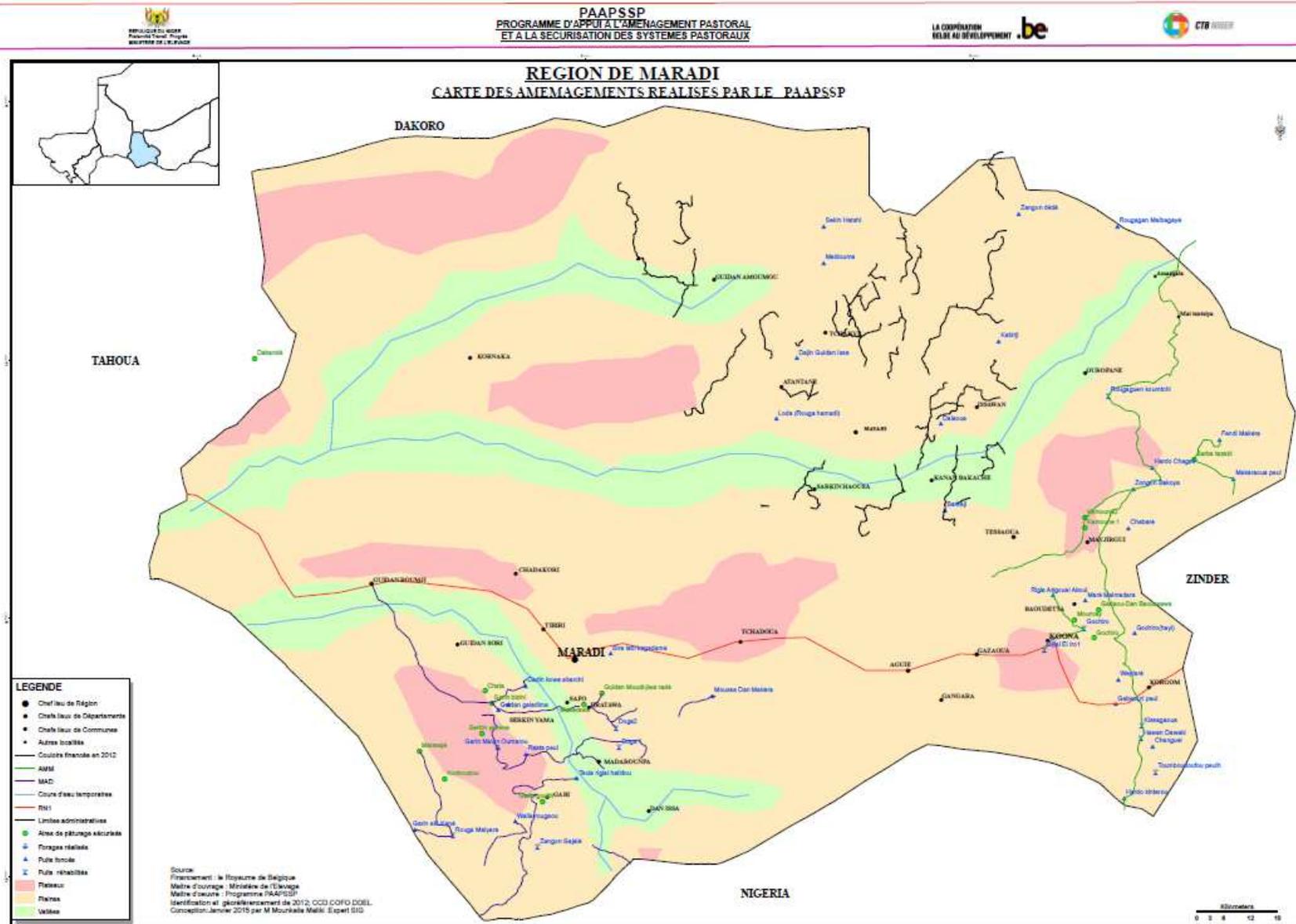
Résultats / indicateurs	Valeur de base	Cible finale	Cible 2011	obtenue 2011	Cible 2012	Obtenue 2012	Cible 2013	Obtenue 2013	Cible 2014	Obtenue 2014	Cible 2015	Obtenue 2015	Cible finale	Obtenue finale	%	Source de vérification
IMPACT: La performance du secteur d'élevage au Niger est amélioré et contribue à la réduction de la pauvreté rurale																
Taux de réduction de la vulnérabilité des ménages ruraux (le PAAPSSP s'alignera sur l'indicateur d'impact de la performance du secteur de l'élevage retenu dans le cadre de l'Initiative 3N																Rapports de suivi du Programme Stratégique 1 (PS1) de l'Initiative 3N.
OUTCOME: Une stratégie et des actions prioritaires d'aménagement pastoral et de sécurisation des systèmes pastoraux sont définies et mises en œuvre dans les régions de Dosso, Tahoua et Maradi																
Budget investi sur fonds propre des communes dans les aménagements pastoraux et la sécurisation des systèmes pastoraux a atteint au moins 10% dans au moins 20 % des Communes d'intervention	1,54%	10%	0%	1,54%	3%	1,73%	5%	5,18%	7,00%	5,02%	10%	8,20%	10%	8,20%	82%	Rapports d'ateliers sur l'analyse des budgets des Communes Rapport d'enquêtes,
Le besoin en eau abreuvement de 740 213 têtes d'animaux est couvert par le PAAPSSP à travers la réalisation/ la réhabilitation des points d'eau pastoraux dans les 3 régions d'intervention.	80 507	740 213	0	0	131 941	32 898	230 897	0	296 868	74 256	633 058	509 346	740 213	616 500	83%	Rapports des études de faisabilité technique et sociale, Données CLS
1 215 036 têtes de bétail bénéficient d'espaces pastorales sécurisés et ou aménagés.	471 886	1 215 036	0	0	148 630	33 414	260 103	129 456	334 418	0	970 206	742 370	1 215 036	1 230 980	101,3%	Rapports des études de faisabilité technique et sociale,
D'ici Aout 2015, la couverture vaccinale atteint 85% pour la PPCB et de 55% pour la PPR	38,16% 9,44%	81,16% 54,44%	0	38,16% 9,44%	PPCB 70% PPR 45%	PPCB 81,52% PPR 76,39%	PPBC 75% PPR 50%	PPCB 82,41% PPR 81,02%	PPCB 80% PPR 55%	PPCB 89,70% PPR 71,68%	0	0	81,16% 54,44%	89,70% 71,68%	111% 132%	Rapport s des campagnes de vaccination des DRE et ateliers bilans de campagnes
OUTPUT 1: Les capacités de coordination, de suivi et de partenariat sont renforcées chez les différents acteurs en charge de la mise en œuvre du programme Stratégique 1 de l'Initiative 3N dans les trois régions considérées.																
48 documents de planification, de suivi, de coordination des activités relatives au PS1 de l'initiative 3N sont élaborés sous le leadership des DR EIA au niveau des 3 régions	0	48	12	10	12	13	12	9	12	7	0	0	48	39	81%	Copie des documents Rapports des DRE
OUTPUT 2: L'accès aux ressources naturelles est sécurisée et le développement local renforcé																
Au moins 60% des communes des zones d'intervention sont dotées de schéma d'Aménagement Pastoral (SAP)	0	60%	0%	0	0%	0	60%	0%	0%	0	60%	68%	60%	68%	113%	Rapports d'activités ; PV de réceptions des SAP/PAP
70% du budget prévu pour les aménagements et sécurisation des systèmes pastoraux est exécuté	0%	70%	5%	5%	15%	8%	30%		20%		40%	???	70%	????		Rapports de suivi financier du PAAPSSP.

3500 km des bandes pare feux sont réalisés par le PAAPSSP	0	3 500	800	824	900	576,5	900	1088	900	540	0	0	3500	3028	87%	Rapport de suivi Rapport de l'atelier bilan
2000 km de couloirs de passage, enclaves pastorales et aires de pâturage sont balisés	0	2000	500	0	500	55	500	348	500	0	1600	1081	2000	1483	74,2%	Rapport de suivi Base de données géoreferencement
Au moins 90 points d'eau (Puits, forage, station de pompage) priorités et validés sont réalisés ou réhabilités	0	90	0	0	10	4	30	0	50	10	65	64	90	71	79%	PV de réceptions des ouvrages
OUTPUT 3: Des productions des systèmes pastoraux sont améliorées et valorisées																
3 nouveaux SVPP sont installés par le PAAPSSP	0	3	0	0	3	3	3	3	0	0	0	0	3	3	100%	PV de sélection des SVPP PV d'installation des SVPP Rapports des DRE
100 d'auxiliaires d'élevage sont recrutés et formés par le PAAPSSP	0	100	0	0	100	101	0	0	0	0	0	0	100	101	101%	Rapports de formations des auxiliaires d'élevage Rapports des DRE
11 SVPP sont soutenues dans les régions de Dosso, Maradi et Tahoua.	0	11	0		8	8	9	9	11	9	0	0	11	11	100%	Copie des contrats SVPP, Rapports DRE,
2000 ménages ont bénéficiés d'appui en filière porteuse 2000 ménages ont bénéficiés d'appui en filière porteuse	0	2000	0	0	600	0	800	244	800	0	0	0	2000	244	12%	Rapport d'activité CESAO Rapport de suivi
5 Coopératives des sélectionneurs Azawak sont appuyées	0	5	0	0	5	5	0	0	0		0	0	5	5	100%	Liste des Coopératives appuyés par types d'activité.

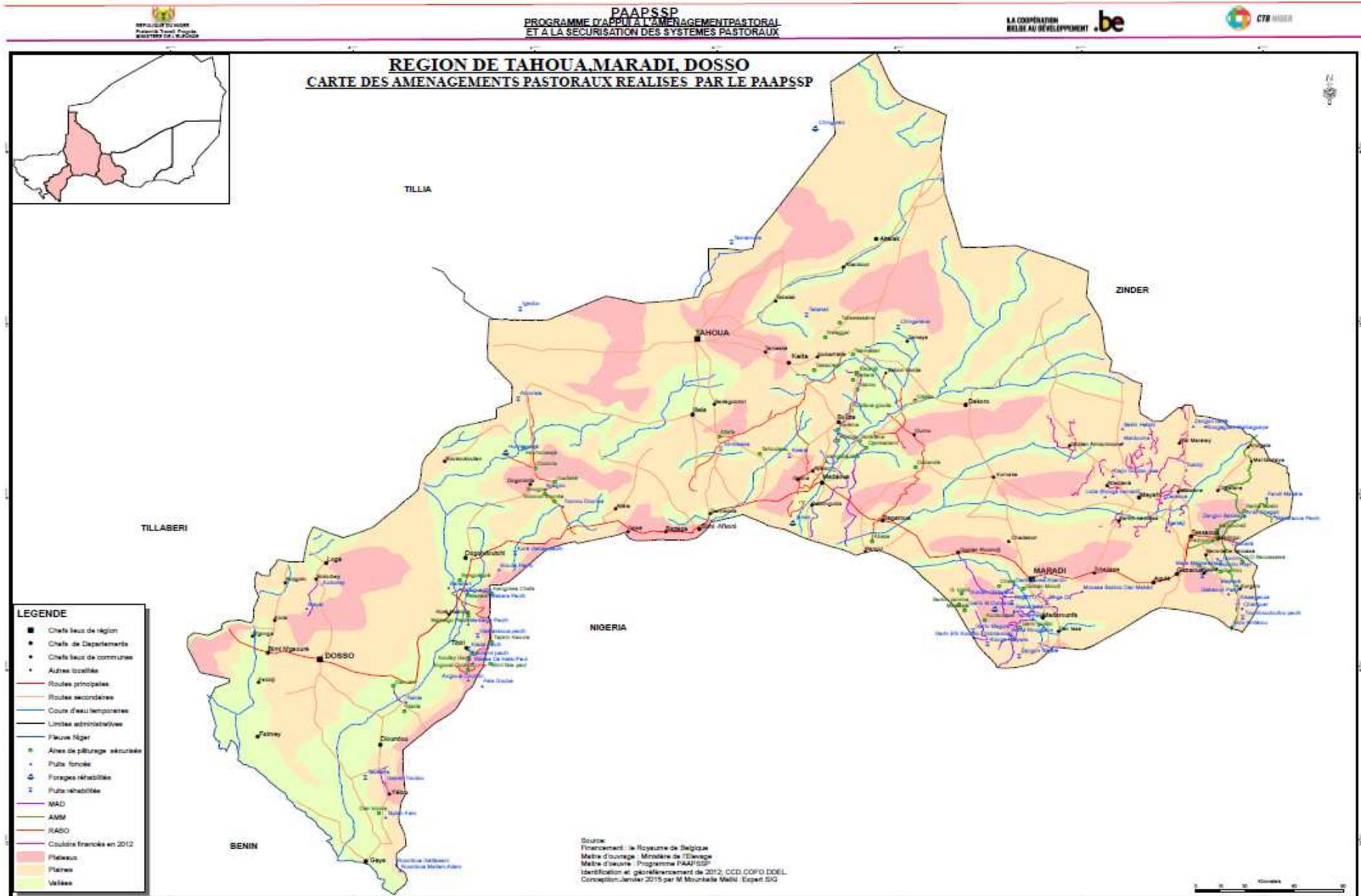
3.10.2 Carte pour la région de TAHOUA



3.10.3 Carte pour la région de MARADI



3.10.4 Carte de synthèse des infrastructures pour les 3 régions



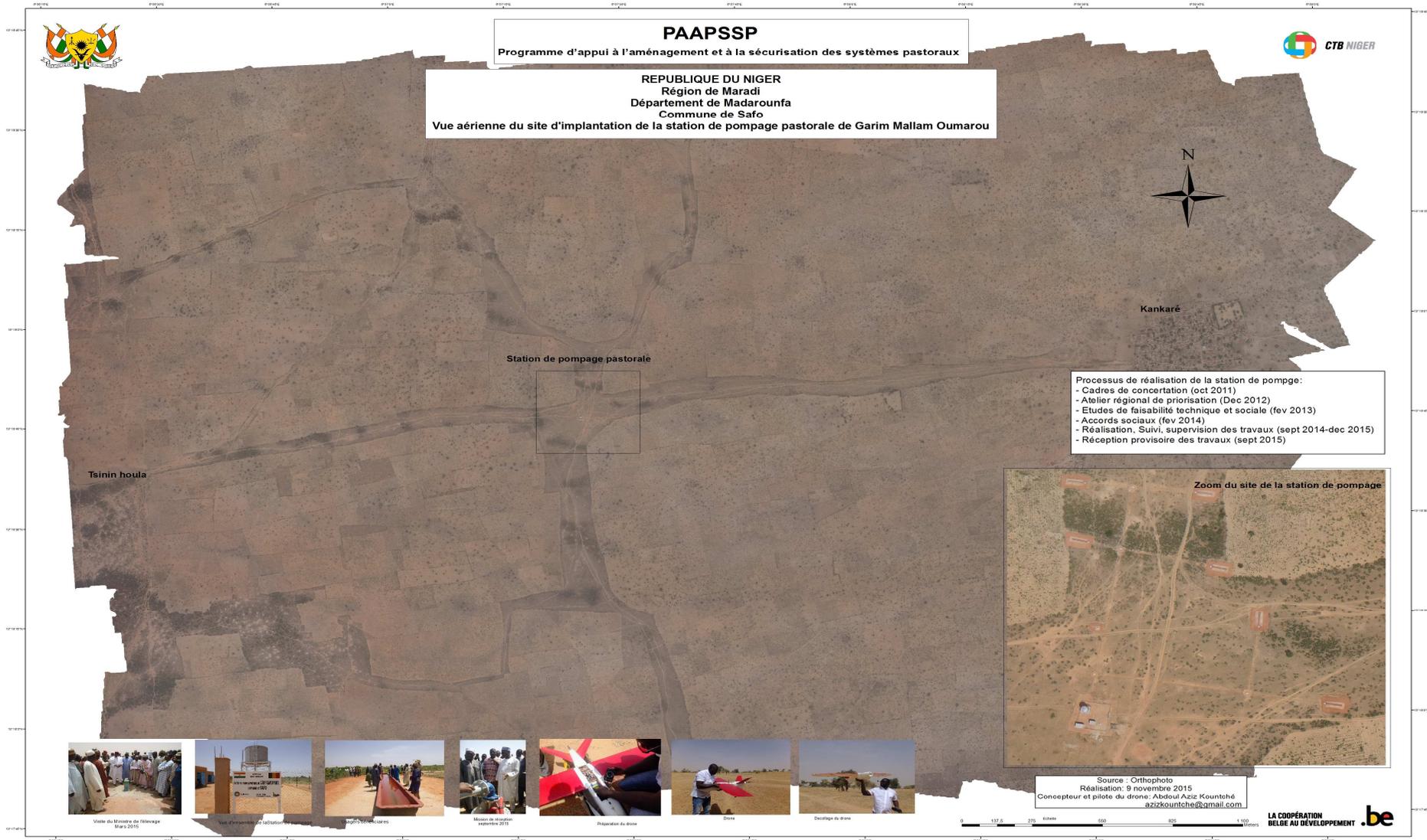
3.11 Outils et produits

Mentionnez, dans cette annexe, tout matériel disponible sur les effets de l'intervention ou toute expérience engrangée en appliquant des méthodes ou outils spécifiques.

- *Publications (scientifiques)*
- *Rapports de capitalisation*
- *Matériel audiovisuel*
- *Autres ressources*
- *Approche/système M&E*
- *Méthodologies*

3.11.1 Visualisation à partir d'image prise par un DRONE des sites des stations de pompage

L'utilisation de drones pour effectuer le suivi des aménagements pastoraux est une nouveauté au Niger. Ceci doit permet au MEL de se doter d'images précises et contextualités à un moindre coût comparativement à l'utilisation d'avion.

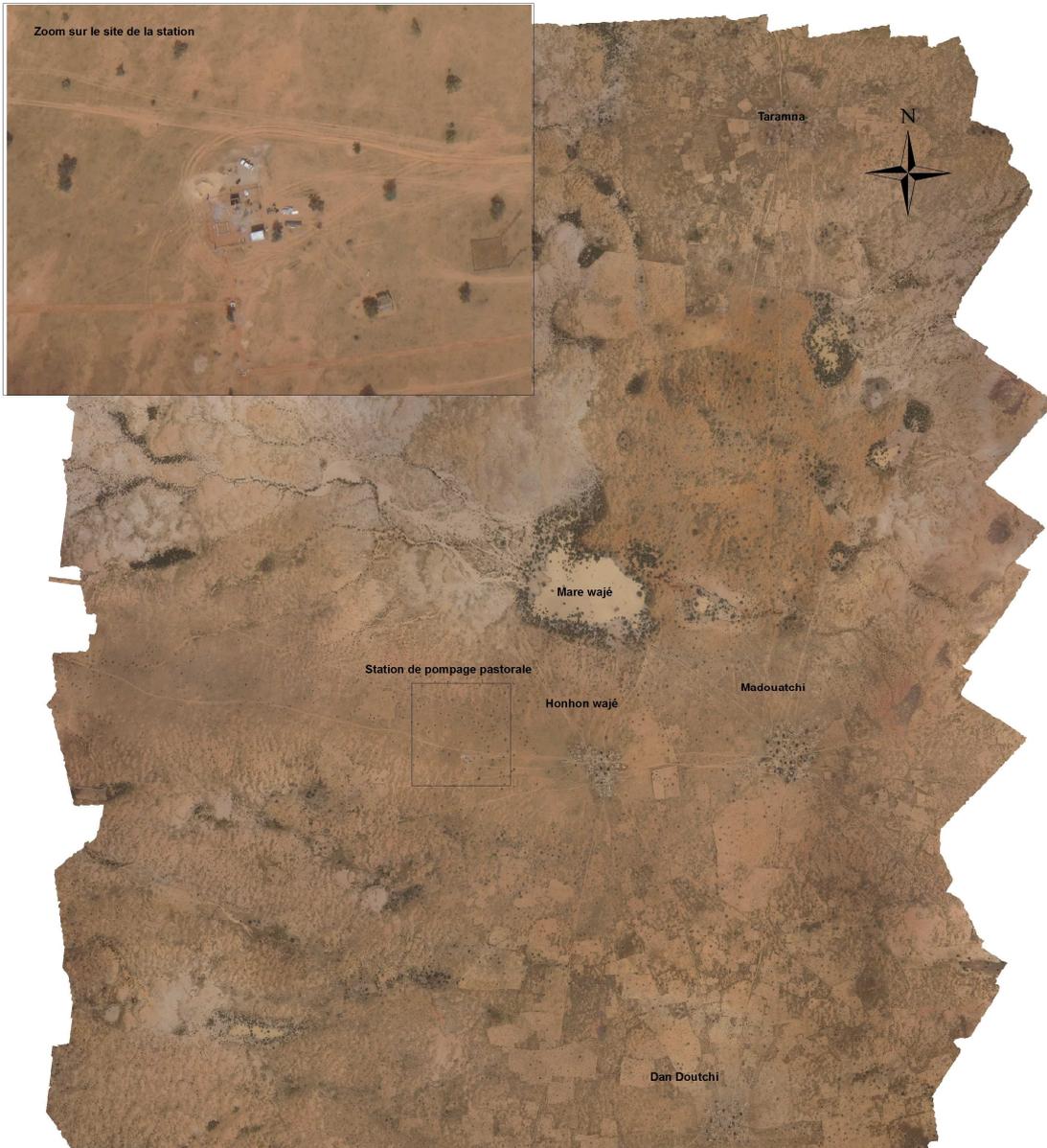




PAAPSSP
Programme d'appui à l'aménagement et à la sécurisation des systèmes pastoraux



REPUBLIQUE DU NIGER
Région de Dosso
Département de Dogon Doutchi
Commune de Dogon kiria
Vue aérienne du site d'implantation de la station de pompage pastorale de Honhon wajé



Processus de réalisation de la station de pompage:

- Cadres de concertation (oct 2011)
- Atelier régional de priorisation (Dec 2012)
- Etudes de faisabilité technique et sociale (fev 2013)
- Accords sociaux (fev 2014)
- Réalisation, Suivi, supervision des travaux (sept 2014-dec 2015)
- Réception provisoire des travaux (jan 2016)



Source : Orthophoto
Réalisation: 9 novembre 2015
Concepteur et pilote du drone: Abdoul Aziz Kountché
azizkountche@gmail.com

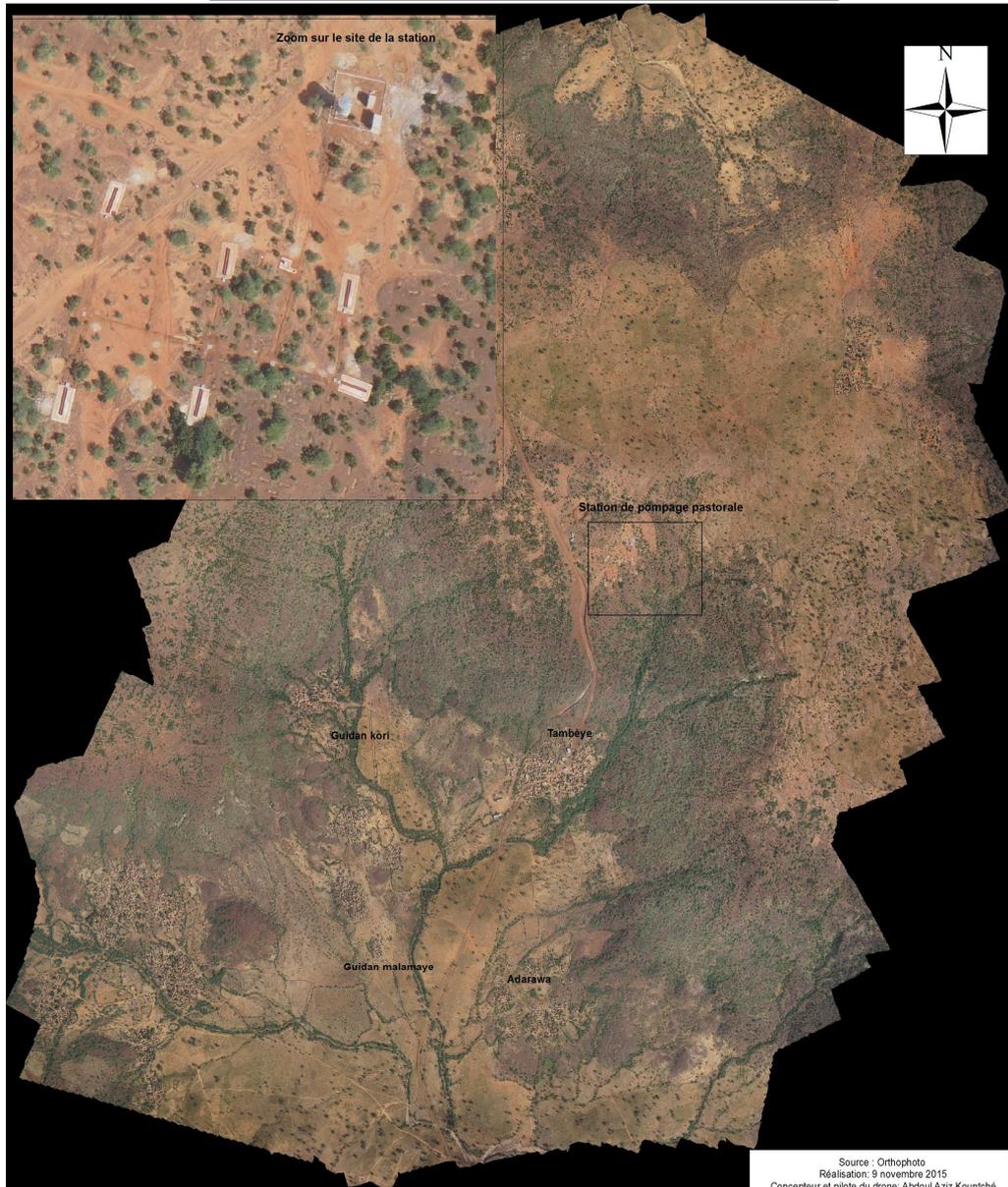




PAAPSS
Programme d'appui à l'aménagement et à la sécurisation des systèmes pastoraux



REPUBLIQUE DU NIGER
Région de Tahoua
Département de Madaoua
Commune de Sabon guida
Vue aérienne du site d'implantation de la station de pompage pastorale de Janaou



Source : Orthophoto
Réalisation : 9 novembre 2015
Concepteur et pilote du drone: Abdoul Aziz Kountché
azizkountche@gmail.com



Vue d'ensemble de la station



Préparation du Drone



Decolage drone



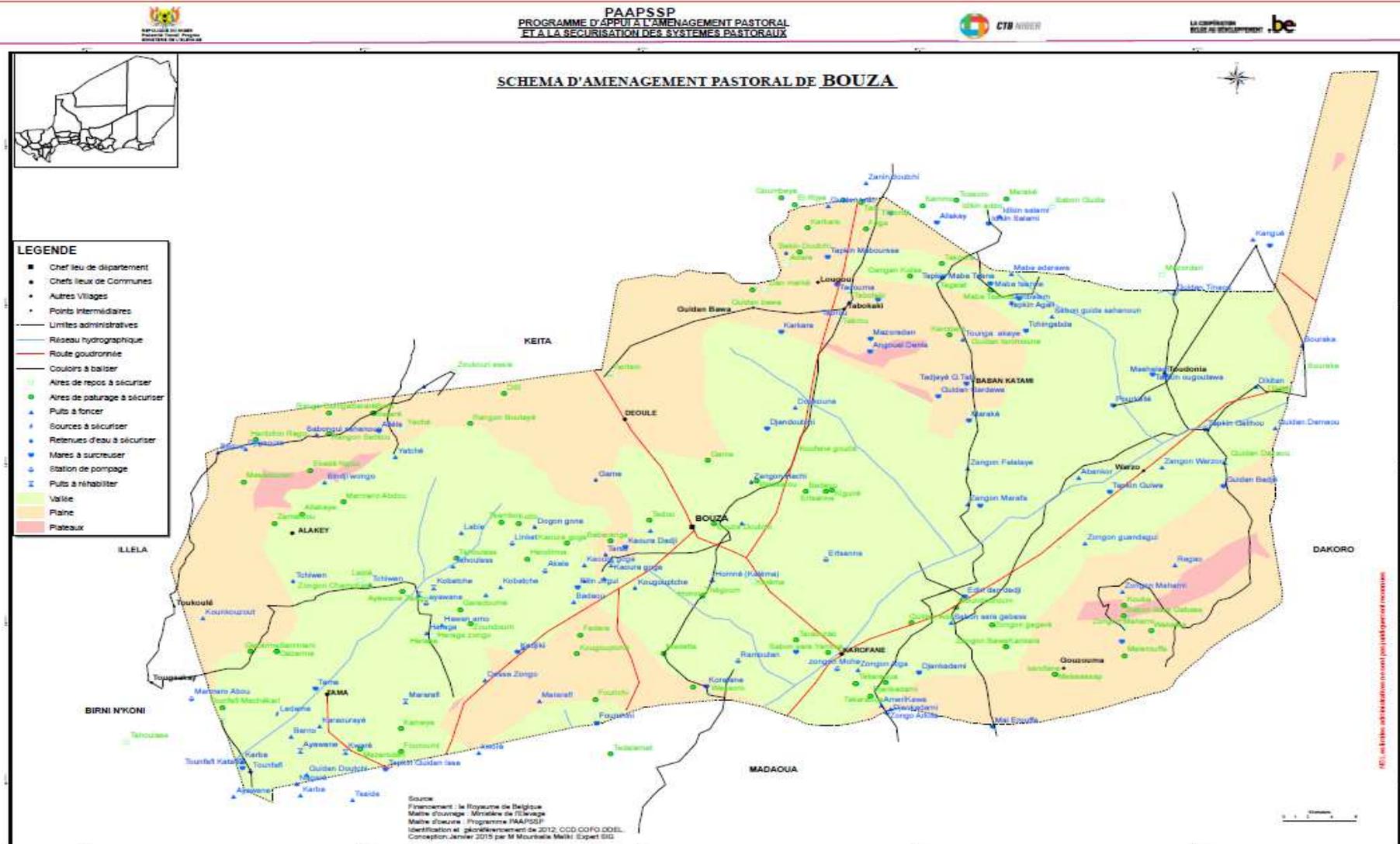
Drone prêt au décollage

Processus de réalisation de la station de pompage:
- Cadres de concertation (oct 2011)
- Atelier régional de priorisation (Dec 2012)
- Etudes de faisabilité technique et sociale (fév 2013)
- Accords sociaux (fév 2014)
- Réalisation, Suivi, supervision des travaux (sept 2014-dec 2015)
- Réception provisoire des travaux (nov 2015)



LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT **be**

3.11.2 Exemple de schéma d'aménagement pastoral ; expression des besoins



3.12 Notes de capitalisation

3.12.1 ; Pérenniser les aménagements pastoraux ; l'importance des accords sociaux



Décembre 2015

Le Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PAAPSSP)

Le Niger, pays enclavé de 1 267 000 km² est caractérisé par un climat de type sahélien. Du nord au sud la pluviométrie annuelle varie de 50 à 800 mm. La population de 18 millions d'habitants, dont 80 % vit en milieu rural, tire l'essentiel de ses revenus des activités agricoles et d'élevage. Bien que complémentaires, ces activités sont de plus en plus conflictuelles du fait de la pression qu'elles exercent sur les espaces et les ressources naturelles.

La mobilité des troupeaux, pratiquée par les éleveurs permet d'optimiser l'exploitation des ressources naturelles qui fluctuent dans l'espace (zones agro-écologiques) et dans le temps (saison des pluies et saisons sèches). La pression croissante sur les espaces et ressources nécessite l'élaboration et la mise en œuvre de schémas d'aménagement pastoraux, qui facilitent l'accès à l'eau et aux pâturages en clarifiant les règles d'usage mais aussi en planifiant des aménagements tels que des ouvrages hydrauliques et des pistes de transhumances.

La stratégie d'intervention du PAAPSSP repose sur le renforcement des capacités des acteurs dans l'exécution de leur mandat respectif afin qu'ils assurent la durabilité des investissements et reproduisent les démarches mises en œuvre. Dans le cadre de l'élaboration des schémas d'aménagement pastoraux, le PAAPSSP a mobilisé les acteurs du niveau central, régional, départemental, communal et villageois.

En cinq années de mise en œuvre, le PAAPSSP a foré 50 puits pastoraux, réhabilité 22 et créé 3 stations de pompage. Il a aussi balisé 3.000 km de pistes de transhumance, ouvert 3.000 km de bandes pare-feu, qui ont permis de constituer des stocks fourragers de plus de 800 tonnes.

Ces interventions ont permis, au Ministère de l'Élevage, à la CTB et à leurs partenaires que sont les collectivités territoriales, les associations d'éleveurs et les structures du Code rural, de tirer de nombreuses leçons.

L'importance des accords sociaux

Points clés:

- Pour avoir une vision globale et cohérente des aménagements à réaliser, il est important d'impliquer l'ensemble des acteurs et de recueillir les besoins exprimés par les principaux usagers des ressources pastorales.
- Un atelier cadre de concertation a permis de jeter les bases d'accords sociaux favorisant l'identification consensuelle et concertée des besoins en aménagements et leur priorisation.
- L'inventaire des ressources a été une bonne porte d'entrée pour analyser les problématiques et argumenter les besoins en aménagements pastoraux.
- Les accords sociaux sont des documents adoptés et signés par les acteurs ; ils précisent le site d'implantation de l'ouvrage et sa vocation, confirment son caractère public et passent en revue les modalités de gestion ainsi que l'engagement des communautés.
- Le processus d'ingénierie sociale a permis de débattre des enjeux et des problématiques liés à la gestion des ressources naturelles pastorales.
- La forte implication sociale dans la concertation comme dans la décision a permis de responsabiliser les autorités locales et les usagers légitimes dans la gestion des aménagements, ce qui sera un gage de leur durabilité et contribuera à prévenir les conflits.
- Le temps assez long de l'ensemble du processus d'ingénierie sociale est souvent dénoncé par les acteurs. Il y a donc lieu de revoir la durée du processus en simplifiant certaines étapes et méthodes de travail.
- L'État doit être garant du respect des textes et engagements pris à travers les accords sociaux et le Code rural doit accélérer l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre des textes réglementaires complémentaires au Code rural pour assurer la sécurisation foncière des espaces partagés.

1

Page de garde du document de 10 pages



Réflexions:

Durabilité des ouvrages hydrauliques pastoraux :

Décembre 2015

Le Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PAAPSSP)

Le Niger, pays enclavé de 1 267 000 km² est caractérisé par un climat de type sahélien. Du nord au sud la pluviométrie annuelle varie de 50 à 800 mm. La population de 18 millions d'habitants, dont 80 % vit en milieu rural, tire l'essentiel de ses revenus des activités agricoles et d'élevage. Bien que complémentaires, ces activités sont de plus en plus conflictuelles du fait de la pression qu'elles exercent sur les espaces et les ressources naturelles.

La mobilité des troupeaux, pratiquée par les éleveurs permet d'optimiser l'exploitation des ressources naturelles qui fluctuent dans l'espace (zones agro-écologiques) et dans le temps (selon des pluies et saisons sèches). La pression croissante sur les espaces et ressources nécessite l'élaboration et la mise en œuvre de schémas d'aménagement pastoraux, qui facilitent l'accès à l'eau et aux pâturages en clarifiant les règles d'usage mais aussi en planifiant des aménagements tels que des ouvrages hydrauliques et des pistes de transhumances.

La stratégie d'intervention du PAAPSSP repose sur le renforcement des capacités des acteurs dans l'exécution de leur mandat respectif afin qu'ils assurent la durabilité des investissements et reproduisent les démarches mises en œuvre. Dans le cadre de l'élaboration des schémas d'aménagement pastoraux, le PAAPSSP a mobilisé les acteurs du niveau central, régional, départemental, communal et villageois.

En cinq années de mise en œuvre, le PAAPSSP a forcé 50 puits pastoraux, réhabilité 22 et créé 3 stations de pompage. Il a aussi balisé 3.000 km de pistes de transhumance, ouvert 3.000 km de bandes pare-feux, qui ont permis de constituer des stocks fourragers de plus de 800 tonnes.

Ces interventions ont permis, au Ministère de l'Élevage, à la CTB et à leurs partenaires que sont les collectivités territoriales, les associations d'éleveurs et les structures du Code rural, de tirer de nombreuses leçons.

Les marchés publics en question

Points clés:

- L'expérience du PAAPSSP montre que l'allègement et l'adaptation, même minime, des procédures en cours de programme a permis d'augmenter le nombre d'entreprises soumissionnaires et de réduire les délais de passation et d'attribution des marchés notamment la réduction du nombre de commissions intermédiaires et les contrôles a priori, avec comme résultat la flexibilité dans l'analyse et un gain de temps.
- En l'état actuel de leur contenu et de leur application, les procédures de marché semblent trop lourdes pour de petites entreprises nationales. En assouplissant encore plus la procédure de passation des marchés, notamment les critères d'éligibilité et de qualification adaptés au contexte local, il est fort probable qu'un plus grand nombre d'entreprises nigériennes puissent postuler aux marchés d'hydraulique pastorale.
- L'affaiblissement des entreprises continuera à impacter directement la qualité et la durabilité des ouvrages. Aussi il importe de renforcer les capacités opérationnelles des entreprises et d'adopter un mode de passation et d'attribution dérogatoire spécifique aux ouvrages hydrauliques pour satisfaire les attentes des populations rurales.
- Dans l'ensemble, le dispositif de mise en œuvre s'est révélé efficace pour l'atteinte des résultats du programme. Des progrès restent cependant à faire dans la circulation de l'information pour faciliter une prise de décision rapide du Programme. De même, des réunions régulières de mise au point entre les différents acteurs (puisatiers, entreprises, contrôleurs et Programme) sur les DAO et spécificités du Programme (stratégie de suivi) auraient certainement amélioré leurs performances.
- Il faut une description technique claire et précise des aménagements à réaliser qui prenne en compte les choix des bénéficiaires dès le stade de l'élaboration du DAO jusqu'au suivi-contrôle, avec une implication des bénéficiaires dans toutes les étapes.

3.12.3 ; Protéger et valoriser les ressources fourragères ; amélioration des revenus par l'ouverture des bandes pare-feux



Réflexions:

PROTÉGER ET VALORISER LES RESSOURCES FOURRAGÈRES

Décembre 2015

Le Programme d'Appui à l'Aménagement Pastoral et à la Sécurisation des Systèmes Pastoraux (PAAPSSP)

Le Niger, pays enclavé de 1 267 000 km² est caractérisé par un climat de type sahélien. Du nord au sud la pluviométrie annuelle varie de 50 à 800 mm. La population de 18 millions d'habitants, dont 80 % vit en milieu rural, tire l'essentiel de ses revenus des activités agricoles et d'élevage. Bien que complémentaires, ces activités sont de plus en plus conflictuelles du fait de la pression qu'elles exercent sur les espaces et les ressources naturelles.

La mobilité des troupeaux, pratiquée par les éleveurs permet d'optimiser l'exploitation des ressources naturelles qui fluctuent dans l'espace (zones agro-écologiques) et dans le temps (saisons des pluies et saisons sèches). La pression croissante sur les espaces et ressources nécessite l'élaboration et la mise en œuvre de schémas d'aménagement pastoraux, qui facilitent l'accès à l'eau et aux pâturages en clarifiant les règles d'usage mais aussi en planifiant des aménagements tels que des ouvrages hydrauliques et des pistes de transhumances.

La stratégie d'intervention du PAAPSSP repose sur le renforcement des capacités des acteurs dans l'exécution de leur mandat respectif afin qu'ils assurent la durabilité des investissements et reproduisent les démarches mises en œuvre. Dans le cadre de l'élaboration des schémas d'aménagement pastoraux, le PAAPSSP a mobilisé les acteurs du niveau central, régional, départemental, communal et villageois.

En cinq années de mise en œuvre, le PAAPSSP a foncé 50 puits pastoraux, réhabilité 22 et créé 3 stations de pompage. Il a aussi balisé 3.000 km de pistes de transhumance, ouvert 3.000 km de bandes pare-feux, qui ont permis de constituer des stocks fourragers de plus de 800 tonnes.

Ces interventions ont permis, au Ministère de l'Élevage, à la CTB et à leurs partenaires que sont les collectivités territoriales, les associations d'éleveurs et les structures du Code rural, de tirer de nombreuses leçons.

Amélioration des revenus par l'ouverture de bandes pare-feux

Points clés:

- Chaque année, à la fin de la saison des pluies, des milliers d'hectares de pâturages partent en fumée du fait des feux de brousse. Ceci entraîne d'énormes pertes de fourrages pourtant indispensables à la survie du cheptel.
- Dès son démarrage en 2010, le PAAPSSP pour contribuer à la sécurisation des systèmes pastoraux, a mis en œuvre des opérations d'ouverture de bandes pare-feux, qui revêtent une importance capitale pour la protection et la sécurisation des réserves fourragères.
- La mise en œuvre de cette activité est basée sur le système du « cash for work » afin de soutenir l'économie locale et de renforcer les capacités de résilience des populations et du bétail durant les périodes de soudures.
- L'innovation apportée par le PAAPSSP est de conjuguer l'ouverture des bandes pare-feux avec le ramassage et à la commercialisation de la paille. Le fourrage ainsi collecté contribue aussi bien à la sécurisation de l'alimentation du bétail en période de soudure qu'à l'amélioration des ressources financières des communes et des travailleurs impliqués.
- Pour pérenniser cette approche d'ouverture des bandes pare-feux couplé au ramassage et commercialisation de la paille, il est nécessaire que l'État, les communes, les organisations de producteurs et les partenaires techniques et financiers s'investissent pleinement pour aider les acteurs locaux à poursuivre la mise en œuvre de ces opérations.
- Dans le cadre de la gestion décentralisée des ressources pastorales, il est conseillé d'inscrire les opérations de pare-feux, basé sur la valorisation de la paille dans les plans de développement communaux et les schémas d'aménagement des espaces ruraux.

1

Les bandes pare-feux du PAAPSSP : *une action trois résultats !*

**Une action,
la mise en
œuvre de
bandes pare
feux**



Les populations mobilisées sont encadrées par les services forestiers, afin de respecter les normes et tracés des bandes pare-feux



Les pailles ratisées sont habituellement laissées en bordure des bandes pare-feux



Dans le cadre du PAAPSSP les pailles récoltées sont transportées et regroupées

**Trois
résultats**



1. le fourrage est protégé des feux de brousse



2. de l'argent est remis aux groupes vulnérables impliqués dans le ramassage



3. le stock de paille constitue une réserve, physique et financière qui facilite le passage de la période de soudure